

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES
ACTIONS EN REVENDICATION

INTENTÉES AUX TERMES DE LA

LOI DU 1^{er} JUILLET 1901

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Vendredi 7 Juin 1907, à 1 h. 1/2

PAR

RENÉ PELLERIN

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur.

Suffragants { MM. SAUZET, professeur.
JACQUELIN, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

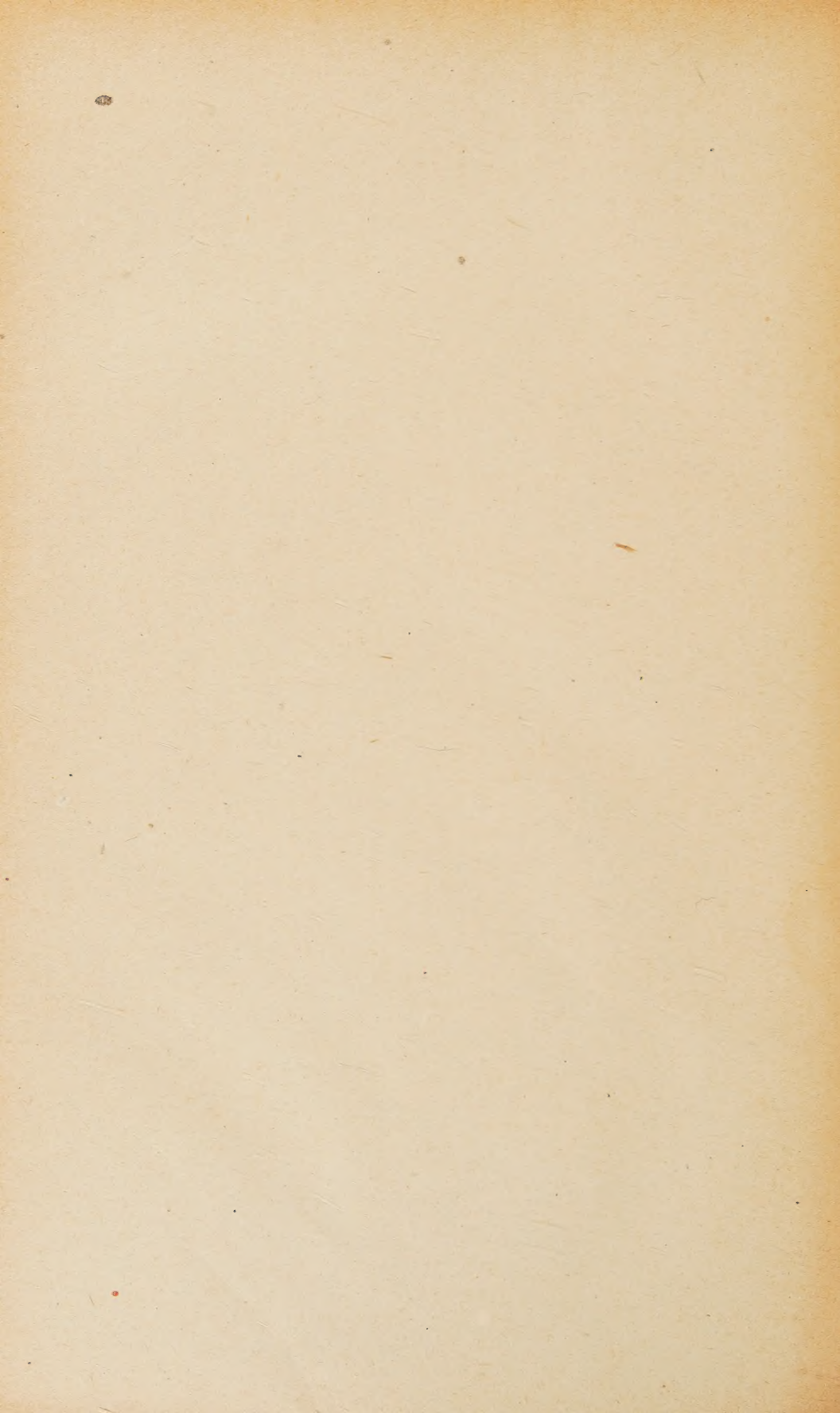
F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR¹)

1907

THÈSE

LE DICTORAT



THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES
ACTIONS EN REVENDICATION

INTENTÉES AUX TERMES DE LA

LOI DU 1^{er} JUILLET 1901

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Vendredi 7 Juin 1907, à 4 h. 1/2

PAR

RENÉ PELLERIN

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur.

Suffragants { *MM. SAUZET, professeur.*
JACQUELIN, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

20, RUE SOUFFLOT (3^e ARR^t)

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553027_0057

CHAPITRE PREMIER

Législation antérieure à la loi du 1^{er} juillet 1901

Ainsi que l'a fait le gouvernement républicain en 1901, les gouvernements qui se sont succédé en France depuis plusieurs siècles ont presque tous été amenés à prendre des mesures tendant à mettre des entraves à la puissance toujours croissante des congrégations.

C'est ainsi que l'édit de 1629 défend « de faire aucune ligue ou association et d'y rentrer ». D'après cet édit, même les congrégations antérieurement établies en France devaient demander une autorisation royale pour continuer à exister ; et il fallait que cette autorisation fut enregistrée par le parlement dans le ressort duquel la congrégation voulait s'établir ou était antérieurement établie.

En 1749 nous trouvons un nouvel édit qui maintenait ce système et qui, en même temps qu'il exigeait l'autorisation du roi pour que les congréga-

tions puissent se prévaloir du bénéfice de la personnalité morale, organisait la sanction civile du défaut de personnalité morale : Nullité de tous les actes et disposition à titre onéreux ou à titre gratuit, fait directement ou indirectement en faveur des établissements non autorisés. Les enfants ou héritiers présomptifs, même du vivant de l'auteur de l'acte nul, pouvaient réclamer le bien donné ou légué. A leur défaut le seigneur immédiat avait le même bénéfice, et si aucun des divers intéressés ne faisait de réclamation, le bien était vendu aux enchères et le prix confisqué au profit du roi.

La Révolution cesse de reconnaître la valeur des vœux monastiques et supprime toutes les congrégations.

Mais dès l'an XII, malgré cette prohibition, des congrégations s'étaient de nouveau formées en France. Nous voyons alors édicter un décret supprimant ces congrégations. Moins rigoureux que la loi du 10 août 1792, ce décret permettait au gouvernement d'autoriser les congrégations qui lui paraîtraient dignes de cette faveur. Le gouvernement impérial autorisait presque immédiatement, les Lazaristes, les Missions étrangères, les Prêtres du Saint-Esprit et les Pères de Saint-Sulpice ; puis un peu plus tard les Frères des écoles chrétiennes.

Sous la Restauration, une loi du 2 février 1817

exige que l'autorisation soit donnée par une loi, aussi bien pour les congrégations d'hommes que pour celles de femmes. Ce qui n'empêcha pas de nouvelles congrégations de se former sans autorisation, car en 1825, une loi sur les congrégations de femmes donne au roi la faculté de régulariser par simple décret la situation de fait des congrégations de femmes alors établies sans autorisation, mais respecte pour l'avenir les dispositions de la loi du 2 février 1817.

En 1852, cette loi du 2 février 1817 est modifiée par une nouvelle loi un peu moins restrictive, puisqu'elle permet d'autoriser par décret les congrégations de femmes qui prendraient les mêmes statuts qu'une congrégation déjà autorisée,

Malgré toutes ces prohibitions de nombreuses congrégations continuaient à s'établir en France, négligeant de demander l'autorisation nécessaire, si bien que le recensement de 1877 fait en vertu de la loi des finances du 28 décembre 1876 établit l'existence de 384 établissements d'hommes non autorisés et 602 établissements de femmes non autorisés.

En 1880, le gouvernement essaye de supprimer les congrégations non autorisées, par deux décrets : l'un, prononçant la dissolution de la Compagnie de Jésus ; l'autre, mettant en demeure toutes les con-

grégations non autorisées de solliciter dans les trois mois la vérification et l'approbation de leurs statuts et règlements.

Ces deux décrets restent pour ainsi dire lettres mortes, car aussitôt après leur exécution, les congrégations dissoutes réapparaissent peu à peu et leur nombre grossissant tous les jours, amène le vote de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Les auteurs de la loi nouvelle ont voulu lui donner plus d'efficacité que n'en avaient eu les lois antérieures ; pour cela ils ont organisé à côté de la dispersion des personnes, la dispersion des biens détenus par les congrégations non autorisées. Qu'allait donc devenir cette masse énorme de biens qu'on se plaisait à attribuer aux congrégations ?

Plusieurs systèmes furent proposés :

1^o La congrégation non autorisée formant une société de fait, les biens détenus par elle doivent être partagés entre les membres de la congrégation ;

2^o La congrégation non autorisée n'ayant pas d'existence légale, les biens qu'elle détient sont des biens sans maîtres et comme tels doivent revenir à l'Etat.

M. Waldeck-Rousseau, auteur du projet de loi, estimait que les biens des congrégations devaient revenir à l'Etat comme biens sans maîtres, mais

seulement après certains prélèvements exigés par l'équité.

Le texte définitif de la loi autorise en effet ces restitutions et ordonne la vente en justice des biens non revendiqués. Ce que nous allons essayer de déterminer, c'est au profit de qui ces biens pourront échapper ainsi à la vente en justice.

Avant d'examiner les différents cas de revendication, nous allons discuter la théorie d'après laquelle l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901 serait pourvu d'un effet rétroactif.

CHAPITRE II

L'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901 a-t-il un effet rétroactif ?

La première question à résoudre, celle sur laquelle tous les tribunaux ont à se prononcer, dans tous les procès en revendication, est celle de savoir si l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901, doit avoir un effet rétroactif.

Voici quelles sont les dispositions de cet article :

« Sont nuls tous actes entre vifs ou testamentaires, à titre onéreux ou à titre gratuit, accomplis soit directement soit par personne interposée, ou toute autre voie indirecte, ayant pour objet de permettre aux associations légalement ou illégalement formées, de se soustraire aux dispositions des articles 2, 6, 9, 11, 13, 14 et 16 ».

« Sont légalement présumées personnes interposées au profit des congrégations religieuses, mais sous réserve de la preuve contraire :

1° Les associés à qui ont été consenties des ventes

ou faits des dons ou legs, à moins s'il ne s'agit de dons ou legs, que le bénéficiaire ne soit l'héritier en ligne directe du disposant ;

2° L'associé ou la société civile ou commerciale composée en tout ou en partie des membres de la congrégation, propriétaire de tout immeuble occupé par l'association ;

3° Le propriétaire de tout immeuble occupé par l'association après qu'elle aura été déclarée illécite.

La nullité pourra être invoquée, soit à la diligence du ministère public, soit à la requête de tout intéressé ».

Dans sa première partie, cet article ne crée rien de nouveau, mais le législateur, désireux de déjouer toutes les fraudes possibles, a innové en établissant une présomption de fraude à l'encontre de trois catégories de personnes. Le législateur a-t-il voulu étendre ces présomptions à tous les actes antérieurs au 1^{er} juillet 1901 et obliger tous ceux qui invoquent un titre de propriété sur un bien occupé par la congrégation, à faire la preuve qu'ils ne sont pas personnes interposées au profit de la congrégation et que lorsqu'ils ont acheté, loué, hypothéqué, accepté une donation ou un legs ils l'ont fait pour leur propre compte et non pour le compte de la congrégation ?

Un grand nombre de tribunaux l'admettent, pour cela ils appuient leurs décisions sur trois arguments principaux :

1° Les lois d'ordre public échappent au principe de l'article 2 du Code civil. Dans ce cas, particulièrement, la rétroactivité ne porte pas atteinte à un droit acquis, puisque la jurisprudence antérieure a toujours reconnu la nullité d'ordre public des acquisitions à titre gratuit ou onéreux faites par les congrégations dépourvues de personnalité morale.

On peut objecter à cet argument : « que cette loi est en effet une loi d'ordre public, mais seulement dans les dispositions qu'elle édicte et dans le but qu'elle veut atteindre par ses dispositions, le reste étant du domaine d'intérêts privés régi par le droit commun ».

De plus, M. le professeur Chavegrin, combattant la rétroactivité de l'article 17, fait remarquer que toutes les lois d'ordre public ne rétroagissent pas, et qu'il faut avant tout assurer la stabilité de ce qui s'est fait avant la loi ; il prouve que la rétroactivité de l'article 17 lèserait des droits acquis : « Ce sont, dit-il, les propriétaires en nom qui supportent le premier choc et jouent le rôle de défenseurs dans les procès destinés à retentir contre l'ordre lui-même ; c'est leur titre que l'on conteste. Or, les congréganistes ont l'existence physique, et la capa-

cité d'acquérir ; d'autre part, les sociétés qui comprennent des religieux n'ont pas moins que celles dont tous les éléments sont laïcs la personnalité civile et l'aptitude à créer un patrimoine

Elles (les sociétés) n'ont plus le droit d'attendre la preuve de leurs adversaires et de gagner leur procès à son défaut. C'est ce droit que l'article 17 détruirait dans le passé, si ses dispositions rétroagissaient. Leur rétroactivité emporterait donc abolition d'un droit antérieurement acquis

. »

Cette persistance des modes de preuve est, en effet indispensable ; sans elle le respect des situations acquises deviendrait illusoire ; les particuliers ne s'étant pas ménagé, sous la première loi, les justifications requises par la seconde, ne pourraient point démontrer l'existence des droits qu'on leur garantit. Or la solution ainsi adoptée sur les modes de preuve, indique clairement celle qui doit prévaloir sur le fardeau de la preuve. De même qu'on n'impose pas à un plaideur des manières de prouver qu'il n'aurait pu prévoir lors de l'acte, de même, *a fortiori*, ne le contraint-on pas de prouver ce que la loi existant à cette époque le dispensait d'établir (1) ;

1. Note sous un arrêt de la Cour de cassation du 8 février 1904. Sirey, 1905, I. 49.

2° L'article 18 donne une application de la rétroactivité de l'article 17 en disant que les congréganistes pourront revendiquer les dons ou legs qui leur seraient parvenus autrement qu'en ligne directe : « à charge par eux de prouver qu'ils n'ont pas été les personnes interposées prévues par l'article 17 ».

On peut faire remarquer à cela que cette disposition de l'article 18 serait tout à fait inutile si l'article 17 avait un effet rétroactif ;

3° Ce troisième argument est tiré des travaux préparatoires. Le projet de la commission disait, à la fin de l'article 18 : « A partir du 14 janvier 1901, tous actes, généralement quelconques, touchant la propriété ou l'usufruit des immeubles détenus par les congrégations non autorisées, notamment par ventes, échanges, donations, emprunts, constitutions de rente, inscriptions d'hypothèques, seront nuls et de nul effet ». Cette disposition fut rejetée d'accord avec la commission et M. Waldeck-Rousseau fit remarquer qu'elle faisait double emploi avec les prescriptions de l'article 17.

Nous trouvons la réfutation de ce troisième argument dans un arrêt de la Cour de Nîmes du 12 février 1903 (1) : « Cette suppression fut prononcée aussitôt après la critique produite par M. Bertrand,

1. Journal *Le Droit* du 21 mars 1903.

député de la Marne et qui visait précisément l'atteinte portée à l'article 2 du Code civil; qu'à la vérité M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil a préconisé lui-même le retrait de la disposition précitée, la considérant comme entachée de double emploi avec les prescriptions édictées par l'article 17 de la loi en discussion, mais que cette observation n'a pas eu la portée qui s'attache d'ordinaire aux doctrines formulées par son auteur, n'ayant été suivie d'aucune sanction et ayant au contraire été précédée de la suppression du texte plus haut mentionné ».

Bien que cette opinion soit adoptée par la grande majorité des tribunaux, il nous semble qu'elle doit être repoussée.

En effet, l'article 1350 du Code civil définit ainsi la présomption légale : celle qui est attachée par une loi spéciale à certains faits ou à certains actes. Tels sont : 1° les actes que la loi déclare nuls comme présumés faits en fraude de ses dispositions, d'après leur seule qualité.

Comment des actes pourraient-ils être présumés faits en fraude d'une loi qui n'existait pas au moment où ils ont été accomplis ? Pour admettre que le législateur de 1901 ait voulu déroger au principe de la non-rétroactivité et annuler sur le fondement de présomptions légales, des actes faits sous l'em-

pire des lois antérieures, il faudrait que l'article 17 fut formel et ne laissât aucune équivoque. Loin de là, il semble ne viser que les actes postérieurs à la promulgation de la loi nouvelle; le paragraphe 1^{er} déclare nuls « tous actes.... ayant pour objet de permettre aux associations légalement ou illégalement formées de se soustraire aux dispositions des articles 2, 6, 9, 11, 13, 14 et 16 ». Les actes que vise ce paragraphe sont ceux qui sont défendus par la loi, par conséquent ceux qui lui sont postérieurs.

Le paragraphe 2, prévoyant qu'on peut tourner le paragraphe précédent par interpositions de personne, énumère quelles sont les personnes présumées interposées : ces présomptions ne peuvent donc s'appliquer qu'aux actes prévus par le paragraphe 1^{er} (1).

Bien que le tribunal de Béthune, le 3 mai 1904 (2), ait déclaré « que les travaux préparatoires de la loi du 1^{er} juillet 1901, sainement entendus, indiquent nettement la volonté du législateur d'atteindre dans le passé les actes des congrégations religieuses for-

1. Dans ce sens, v. jugement du tribunal de Bagnères-de-Bigorre du 21 décembre 1902. — Journal *La Loi* du 15 janvier 1903.

2. Jugement rapporté en tête d'un arrêt de la Cour de Douai. — Ménage, *Liquidation des congrégations dissoutes*, t. IV, p. 177.

mées sans autorisation », nous trouvons dans ces travaux préparatoires des arguments tout à fait en faveur de la non-rétroactivité.

M. Trouillot, rapporteur de la loi, s'est exprimé nettement dans le sens de la non-rétroactivité : « Ce qui tombera sous le coup de la loi, dit-il, c'est le fait de recevoir la congrégation, c'est-à-dire l'association des congréganistes dissoute, celle que les pouvoirs publics auront dispersée.... et qui reviendrait se reformer d'une façon plus ou moins déguisée... chez un propriétaire qui lui fournirait ainsi les moyens de rendre l'exécution de la loi impossible ». « C'est lorsqu'on voudra posséder en dehors des limites légales, ou lorsque n'étant pas autorisée par la loi, une congrégation voudra se former et posséder au mépris de la loi que s'appliqueront les présomptions légales que nous invoquons ».

M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, auteur du projet de loi, répond en ces termes à une objection de M. Grivart : « Il y a eu un jugement ; l'association, la congrégation ont été condamnées comme contraires à l'ordre public, par exemple, parce qu'elles avaient un objet illicite. Le jugement n'a pas été obéi. Et alors un des articles érige en délit le fait de recevoir les membres de la congrégation dissoute, je n'imagine pas que celui qui reçoit ainsi, dans son immeuble les membres d'une con-

grégation dissoute, vienne dire devant les tribunaux : je commets un délit, la maison est à moi. Quelle est alors la présomption qui se dégage avec la dernière rigueur ? C'est que si au mépris de la loi, les religieux ou les associés sont reçus dans un immeuble, cet immeuble est le leur en vertu de la maxime : *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans*. Il est impossible au propriétaire d'un immeuble de la société ou de la congrégation de demander aux tribunaux le bénéfice de son indignité ».

Un amendement tendant à punir d'une peine correctionnelle les officiers ministériels qui auraient prêté leur concours aux actes frauduleux prévus par l'article 17, fut proposé par M. Palix. Nous ne croyons pas que quelqu'un eut pu songer à punir les notaires d'amendes ou de prison, si l'article 17 eut dû avoir un effet rétroactif.

La thèse de la non-rétroactivité peut encore se prévaloir de l'autorité attachée à l'opinion de M. le professeur Planiol ; voici dans quels termes s'exprime le savant professeur : « Cette disposition sévère (art. 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901) qui annule des actes juridiques, licites en vertu du droit commun jusqu'ici en vigueur en France, en vertu du Code civil lui-même est dépourvue de toute rétroactivité en vertu de l'article 2 du Code civil. Il en résulte que si cette disposition peut annuler les actes qui

seraient passés à partir de la loi du 5 juillet 1901 pour faire fraude à la loi nouvelle, elle laisse intactes les conventions antérieures et la jurisprudence qui en reconnaît la validité. Cette absence de rétroactivité doit être admise à la fois pour la nullité et pour les présomptions légales de l'article 17 (1) ».

La Cour de cassation se prononça pour la première fois sur cette grave question le 8 février 1904 (2) ; dans l'espèce il s'agissait d'un don ou d'un legs fait autrement qu'en ligne directe, cas prévu par le paragraphe 6 de l'article 18, et la Cour ne se prononça pas d'une façon absolue sur la rétroactivité des présomptions d'interposition de personne quand il s'agit d'actes à titre onéreux, mais on remarque dans les motifs de sa décision : « Attendu que cette disposition qui vise les libéralités dont la congrégation dissoute aurait été le bénéficiaire réel sous le couvert de personnes interposées, et qui renverse la charge des preuves vis-à-vis de certaines personnes et dans certains cas énumérés dans l'article 17, est manifestement applicable dans l'article 18, quelle qu'ait été la date de l'acte frappé de suspicion.... Que si le législateur dans ces deux articles déroge à la règle de la non-rétroactivité des lois en

1. *Traité élémentaire de droit civil*, t. I, 2^e éd. sup., p. 6, n^o 9.

2. Dalloz, 1904, 1. 117.

renversant la charge de la preuve au regard d'actes passés même avant la promulgation de la loi nouvelle, sa volonté, sur ce point, doit être considérée comme certaine ».

Depuis cet arrêt, les tribunaux s'appuient de l'autorité de la Cour suprême pour affirmer la rétroactivité des articles 17 et 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901. Cependant la question ne paraît pas encore tranchée d'une façon absolue et quelque temps après l'arrêt de la Cour de cassation nous voyons encore reconnaître la non-rétroactivité de l'article 17, ainsi qu'en témoigne ce passage d'un jugement rendu par le tribunal civil de Rennes, le 25 juillet 1904 (1) : « Attendu qu'en principe la loi n'a pas d'effet rétroactif ; qu'il n'y est dérogé qu'en cas d'intention nettement exprimée par le législateur ; qu'en ce qui concerne les actes à titre onéreux, les seuls dont le tribunal ait, en l'état, à s'occuper, cette intention ne ressort pas du texte de l'article 17 de la loi de 1901 ».

Nous ne croyons pas que jusqu'à présent (2), la question de la rétroactivité de l'article 17 ait été soumise directement à la décision de la Cour de cassation. Cela tient probablement à ce qu'en fait,

1. Ménage, t. IV, p. 96.

2. Février 1907.

les revendiquants qui réellement n'étaient pas des personnes interposées, faisaient la preuve de la non-interposition, sans se prévaloir de la non-rétroactivité de l'article 17.

Cette question a plus d'intérêt au point de vue doctrinal qu'en pratique ; maintenant la question de la rétroactivité ou de la non-rétroactivité de l'article 17 ne se plaide pour ainsi dire plus ; ceux qui pourraient se prévaloir soit de la rétroactivité, soit de la non-rétroactivité de cet article préfèrent établir tout de suite la preuve de l'interposition ou de la non-interposition des personnes.

CHAPITRE III

Quels sont les principes à l'aide desquels on peut déterminer à qui appartient la revendication.

A défaut de l'article 17 dont les dispositions ne peuvent avoir d'effet rétroactif, nous ne trouvons plus dans la loi du 1^{er} juillet 1904 que l'article 18 qui envisage la liquidation des biens des congrégations et les revendications éventuelles, qui pourront précéder la vente en justice de ces biens.

Voici comment est conçu cet article 18 :

« Les congrégations existantes au moment de la promulgation de la loi, qui n'auraient pas été antérieurement autorisées ou reconnues devront dans le délai de trois mois, justifier qu'elles ont fait les diligences nécessaires pour se conformer à ses prescriptions.

A défaut de cette justification, elles sont réputées dissoutes de plein droit. Il en sera de même des

congrégations auxquelles l'autorisation aura été refusée.

La liquidation des biens détenus par elles, aura lieu en justice. Le tribunal, à la requête du ministère public, nommera, pour y procéder un liquidateur qui aura pendant toute la durée de la liquidation, tous les pouvoirs d'un administrateur séquestre.

Le jugement ordonnant la liquidation sera rendu public dans la forme prescrite pour les annonces légales.

Les biens et valeurs appartenant aux membres de la congrégation, antérieurement à leur entrée dans la congrégation, ou qui leur seraient échus soit par succession *ab intestat* en ligne directe ou collatérale, soit par donation ou legs en ligne directe, leur seront restitués.

Les dons ou legs qui leur auraient été faits autrement qu'en ligne directe, pourront également être revendiqués, mais à charge par les bénéficiaires de faire la preuve qu'ils n'ont pas été les personnes interposées prévues par l'article 17.

Les biens et valeurs acquis à titre gratuit et qui n'auraient pas été spécialement affectés par l'acte de libéralité à une œuvre d'assistance, pourront être revendiqués par le donateur, ses héritiers ou ayants droit ou par les héritiers ou ayants droit du testateur, sans qu'il puisse leur être opposé aucune

prescription pour le temps écoulé avant le jugement prononçant la liquidation.

Si les biens et valeurs ont été donnés ou légués en vue de gratifier non les congréganistes, mais de pourvoir à une œuvre d'assistance, ils ne pourront être revendiqués qu'à charge de pourvoir à l'accomplissement du but assigné à la libéralité.

Toute action en reprise ou en revendication devra, à peine de forclusion, être formée contre le liquidateur dans le délai de six mois à partir de la publication du jugement. Les jugements rendus contradictoirement avec le liquidateur et ayant acquis l'autorité de la chose jugée, sont opposables à tous les intéressés.

Passé le délai de six mois, le liquidateur procédera à la vente en justice de tous les immeubles qui n'auraient pas été revendiqués ou qui ne seraient pas affectés à une œuvre d'assistance.

Le produit de la vente, ainsi que toutes les valeurs mobilières, sera déposé à la Caisse des dépôts et consignations.

L'entretien des pauvres hospitalisés sera, jusqu'à l'achèvement de la liquidation, considéré comme frais privilégiés de liquidation.

S'il n'y a pas de contestations ou lorsque toutes les actions formées dans le délai prescrit auront été jugées, l'actif net est réparti entre les ayants droit.

Le règlement d'administration publique, visé par l'article 20 de la présente loi déterminera sur l'actif resté libre après le prélèvement ci-dessus prévu, l'allocation en capital ou sous forme de rente viagère qui sera attribuée aux membres de la congrégation dissoute qui n'auraient pas de moyens d'existence assurés et qui justifieraient avoir contribué à l'acquisition des valeurs mises en distribution par le produit de leur travail personnel ».

Comme on le voit, cet article prévoit un très petit nombre de cas d'actions en reprise ou en revendication. Est-ce à dire que ce soient les seuls, comme cela a été soutenu (1) ? Nous ne le croyons pas, la loi de 1901 établissant un droit d'exception, elle ne peut s'appliquer qu'aux cas qu'elle a prévus sans aucune équivoque, et si l'article 18 avait réellement un caractère limitatif on arriverait à des conséquences tout à fait choquantes.

En effet le paragraphe 3 de l'article 18 contient : « la liquidation des biens détenus par elles aura lieu en justice ». Que faut-il entendre par « biens détenus ? » Nous trouvons dans les jugements plusieurs sens donnés à cette expression.

Quelques tribunaux estiment que par ces termes,

1. *Les congrégations non autorisées et leurs liquidateurs devant la loi de 1901*, par MM. Delasalle, Brunet et Duez, p. 168.

le législateur n'aurait entendu désigner que les biens sur lesquels les congrégations se comporteraient en propriétaires ; il n'aurait pas été possible de désigner autrement l'état de fait dans lequel se trouvaient les biens alors entre les mains des congrégations non autorisées, et sur lesquels les congrégations incapables ne pouvaient prétendre ni à la propriété ni à la possession.

Dans ce sens, un jugement du tribunal de Lyon du 9 mars 1904 (1) déclare que : n'est pas détenu par la congrégation, par conséquent ne doit pas rentrer dans la liquidation, l'immeuble dont le propriétaire établit :

1° Son titre de propriété ;

2° Qu'il est imposé au rôle de l'impôt foncier pour l'immeuble dont s'agit ;

3° Qu'il paie lui-même les primes d'assurances ;

4° Qu'il a loué l'immeuble à un abbé président du comité des écoles chrétiennes et que ni le preneur, ni les congréganistes occupant l'immeuble ne se sont jamais comportés en véritables propriétaires.

De même, un jugement du tribunal de la Seine du 23 juin 1904, contient cette phrase :

« Il faut entendre par biens détenus ceux occupés par la congrégation et affectés à ses œuvres à la con-

1. *Gazette des Tribunaux* du 16 avril 1904.

dition toutefois que l'occupation apparente n'ait pas un caractère de précarité exclusif du droit de libre disposition indispensable pour caractériser la détention au sens du terme précité ».

Au contraire nous trouvons dans un arrêt de la Cour de Toulouse (1) :

« Attendu en droit qu'il ne saurait être sérieusement contesté que le législateur, en se servant dans l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 des mots « biens détenus » de préférence à toutes autres locutions couramment employées dans les textes de nos Codes, a entendu soumettre à la liquidation tous les biens meubles et immeubles occupés d'une façon apparente par les congrégations non reconnues, à un titre quelconque, ou servant à l'accomplissement des œuvres faisant l'objet de leur institution ».

Un arrêt de la Cour de Rouen (2) précise davantage :

« Attendu qu'il n'est pas contesté que les dominicaines occupaient l'immeuble, au moment de la dissolution de la congrégation et y donnaient l'enseignement; que la qualité d'occupants suffisait pour justifier l'application de la loi de 1901; que les expressions « biens détenus » de l'article 18 s'appli-

1. Recueil de la *Gazette des Tribunaux*, 1903. 1^{er} sem., 2, 140.

2. Rouen, 6 janvier 1904. *Dalloz*, 1905. 2. 439.

quent à tous les biens, meubles et immeubles, occupés à un titre quelconque par une congrégation ; qu'il est dès lors sans intérêt de rechercher si les dominicaines étaient ou non de simples employées salariées ».

Ces deux arrêtés de la Cour de Rouen et de Toulouse rendus sur la question de savoir si le liquidateur a le droit ou non d'apposer les scellés sur un immeuble occupé par une congrégation alors que le véritable propriétaire s'y oppose, nous paraissent conformes à l'esprit de la loi qui veut obliger les propriétaires réels ou apparents d'immeubles occupés par une congrégation non autorisée, à faire contrôler par les tribunaux la véracité de leurs titres. L'apposition des scellés ne préjuge en rien la question de propriété et elle oblige le véritable propriétaire à intenter l'action en revendication.

Il est à remarquer que dans la première opinion le but de la loi se trouve aussi rempli, car le tribunal qui refuse au liquidateur le droit d'apposer les scellés sur certains immeubles occupés par des congréganistes, le fait, parce qu'il trouve que le titre du propriétaire est sérieux et qu'il ne cache aucune fraude.

Mais en nous tenant au sens que les Cours de Rouen et de Toulouse donnent à l'expression « biens détenus », opinion à laquelle se rallie la majorité

des tribunaux, nous voyons que le législateur n'a pu donner un caractère limitatif à l'énumération de l'article 18. Car s'il l'avait fait, il aurait tranché *a priori* la question de propriété des sociétés civiles ou des individus sur les biens occupés par les congrégations ; il aurait décidé que toujours les sociétés civiles ou les individus qui se disent propriétaires d'un immeuble occupé par une congrégation, ont été personnes interposées au profit de la congrégation. Cela n'est évidemment pas dans l'esprit de la loi, puisque, même si l'on admet la rétroactivité de l'article 17, les présomptions établies par cet article ne le sont que sous réserve de la preuve contraire.

Ayant repoussé la rétroactivité de l'article 17 et l'article 18 ne prévoyant pas tous les cas de revendication. Nous appliquerons à la revendication des biens détenus le droit et la jurisprudence antérieurs à la loi de 1901.

D'après ce droit commun, les congrégations non autorisées n'avaient pas le privilège de la personnalité morale, tous les actes passés en leur nom étaient frappés de nullité absolue ; puisqu'en droit elles n'existaient pas, il était absolument impossible de contracter avec quelqu'un d'inexistant. Celui qui avait vendu, donné un immeuble à une congrégation, n'avait pas pu valablement le faire sortir de son patrimoine, l'immeuble était resté sa propriété.

Il pouvait le revendiquer sans que la congrégation puisse lui opposer la prescription, elle était incapable d'acquérir par ce moyen, aussi bien que par tout autre.

Quant au congréganiste, il avait conservé sa capacité. « Le moine n'est plus un mort civil, il est un citoyen, il peut recevoir et contracter », nous dit Laurent (1). Tous les actes juridiques lui restaient possibles, mais à la condition qu'il agit pour son propre compte et non pour celui de la congrégation. En effet, l'emploi du prête-nom est permis d'une façon générale, mais il devient illicite lorsqu'il cache une fraude à la loi ou une fraude aux droits des tiers. « Si le prête-nom est intervenu pour cacher une nullité ou un acte frauduleux, toute personne intéressée aura le droit de démasquer la fraude et, en faisant apparaître le nom du principal intéressé, de se prévaloir des conséquences avantageuses que l'exacte application de la loi pourra avoir pour elle » (2).

Partant de ce principe, un arrêt de la chambre des requêtes (3) décide : « Que l'arrêt attaqué cons-

1. *Principes*, p. 100.

2. Cassation, 15 avril 1891. Dalloz, 92. 1. 238.

3. Ch. R., 15 décembre 1856. Dalloz, 1857. I. 97. — Dans ce sens, v. arrêt de la Cour de Nancy du 15 juin 1878. — Dalloz, 79. 2. 236 et Cassation, 5 février 1895. — Sirey, 95. I. 121.

tate que tous les documents du procès et notamment le partage fait entre les héritiers Coudrin, le 28 août 1845, démontrent invinciblement que l'abbé Coudrin avait servi de prête-nom à la communauté de l'Adoration perpétuelle dans le contrat du 11 juillet 1828, et que c'était la communauté, considérée collectivement, qui avait fait et payé l'acquisition ; qu'il résulte de cette appréciation souveraine des faits par l'arrêt attaqué, que l'interposition de personne avait pour objet de faire reposer réellement la propriété des biens acquis sur l'être abstrait et moral, la communauté, et de soustraire cette acquisition aux prohibitions de la loi ; qu'ainsi l'arrêt attaqué, en annulant l'acte du 11 janvier 1828, comme contenant une acquisition de biens immeubles au profit de la communauté de l'Adoration perpétuelle, non autorisée, au moyen de l'interposition de personne de l'abbé Coudrin, loin d'avoir violé aucune loi sur la matière, en a fait, au contraire, une juste application ».

M. Beudant, dans une note écrite à propos d'un arrêt de la Cour de Paris rendu en ce sens, nous dit : « En effet, tout se réduit à une question de fait dans les procès de ce genre. Dès qu'il est admis, en principe, qu'une congrégation non autorisée ne peut être sujet de droits, il est clair qu'elle ne peut

pas plus acquérir sous le couvert et par l'intermédiaire de prête-noms que par elle-même » (1).

L'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 nous apparaît alors comme apportant trois dérogations à ce droit commun : 1° en établissant une présomption d'interposition de personne contre le congréganiste qui a reçu un don ou un legs autrement qu'en ligne directe ; 2° en restreignant les droits du donateur ou de ses héritiers ou ayants droit et des héritiers ou ayants droit du testateur sur les biens donnés ou légués en vue d'une œuvre d'assistance ; 3° en établissant une forclusion de 6 mois pour les actions en reprise ou en revendication.

Nous allons maintenant examiner successivement les différents cas de revendication qui se sont présentés devant les tribunaux et la façon dont ceux-ci ont appliqué la loi. Nous nous attacherons pour les classer à la qualité de celui qui intente l'action :

1° Le congréganiste.

2° Le donateur ou ses héritiers ou ayants droit et les héritiers ou ayants droit du testateur.

3° Le propriétaire de l'immeuble occupé, que ce propriétaire soit une personne physique ou une société civile.

1. Note de M. Beudant sous un arrêt de la Cour de Paris du 21 février 1879. — Dalloz, 79. 2. 225.

4° Le vendeur de l'immeuble occupé par la congrégation.

5° L'acheteur.

Puis nous examinerons la question de la forclusion de 6 mois établie par l'article 18 et enfin la question de savoir quel est le tribunal compétent.

CHAPITRE IV

Revendication du congréganiste

Une des principales sources de richesse pour les congrégations résidait dans les apports que chaque congréganiste faisait en entrant dans la société. Si quelques congrégations laissaient à leurs membres la libre disposition de leur patrimoine, dans beaucoup de cas, il était stipulé que tout ce qui adviendrait au congréganiste par succession ou par donation, tomberait dans la caisse de la communauté. Or aussi bien dans le second cas que dans le premier, le congréganiste est resté véritable propriétaire de son apport, puisque toute convention avec la congrégation inexistante ne peut produire d'effets. Le congréganiste étant resté propriétaire de son apport devrait pouvoir le revendiquer quelle qu'en fut l'origine. Cependant la loi a établi une distinction.

Elle n'impose aucune condition à la revendication

des biens et valeurs appartenant au congréganiste avant son entrée dans la congrégation ou ceux qui lui seraient échus depuis, soit par succession *ab intestat* en ligne directe ou en ligne collatérale, soit par donation ou legs en ligne directe.

On ne pouvait suspecter le congréganiste d'être personne interposée au profit de la congrégation avant qu'il n'en fit partie, à un moment où il pouvait fort bien ne pas penser à entrer dans les ordres religieux ; on ne pouvait non plus le suspecter d'être personne interposée, lorsque des biens lui parvenaient d'après l'ordre normal de dévolution.

Là-dessus la jurisprudence est unanime, cependant il peut se présenter des difficultés lorsque la revendication porte en même temps sur des immeubles et sur les meubles qui les remplissent, car si l'origine des immeubles est facile à établir, celle des meubles est quelquefois difficile à établir. Ainsi Mlle de C..., carmélite de Vinça, revendiquait deux immeubles et les meubles contenus dans ces deux immeubles. Le tribunal de Lyon (1) reconnaît son droit de propriété sur les deux immeubles qu'elle prouve avoir acquis avec leur mobilier avant son entrée dans la congrégation ; mais pour les meubles, il fait une distinction : il reconnaît le droit de la

1. Lyon, 18 juin 1902.

demanderesse sur les meubles qui remplissent ordinairement une maison d'habitation, mais il la déclare personne interposée et rejette sa demande quant aux meubles ayant un caractère confessionnel et qui ne sont en usage que dans les couvents.

La loi n'ayant pas défini la congrégation, les tribunaux peuvent avoir des hésitations lorsqu'il s'agit de dire si la personne qui revendique était ou non congréganiste au moment où elle a acquis les biens revendiqués. Le tribunal de Montpellier, le 4 juillet 1902 déboute de sa demande Mlle D... qui étant sortie d'un couvent avait acheté des immeubles, puis quelque temps après, avait installé une congrégation dans ses immeubles. La Cour de Montpellier (2) infirme le jugement du 4 juillet 1902 et déclare que la demanderesse peut se prévaloir des dispositions du paragraphe 5 de l'article 18 : « Considérant que les actes de possession accomplis par la congrégation de Pignan, à la suite de l'apport que la demoiselle D... lui a fait de ses immeubles, en octobre 1899, ne saurait former un obstacle à la demande en restitution ; que l'article 18 paragraphe 5 suppose que les biens réclamés étaient détenus par la congrégation dissoute, qu'ils n'ont été soumis d'ailleurs qu'à ce titre à la liquidation ;

2. Montpellier, 18 mars 1903. *Ménage*, t. I, p. 452.

Considérant que l'article 18 sus-visé ne distingue pas; il ne saurait davantage être fait grief à l'appelante soit de ce que les immeubles constituant son apport avaient été, au préalable, aménagés par elle en vue de la destination à laquelle elle voulait les affecter, soit de ce que, avant de réaliser cet apport et d'entrer personnellement dans la congrégation de Pignan, dont elle était fondatrice, elle avait fait partie d'une autre congrégation, de laquelle il n'est point contesté qu'un an et demi auparavant, elle s'était définitivement séparée.

.

Considérant que la demoiselle D... n'est point fondée à invoquer la présomption de l'article 2279 du Code civil, les meubles litigieux se trouvant en la possession de la congrégation de Pignan au moment de la mise en liquidation; qu'elle ne produit pas d'autre part, de titres suffisants pour justifier, soit qu'elle était propriétaire à une date antérieure à son entrée dans la congrégation, soit qu'elle les avait acquis depuis à titre onéreux, pour son compte et en son nom personnel, et qu'elle puisse dès lors bénéficier des dispositions soit expresses, soit implicites des paragraphes 5 et suivants de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901; qu'elle n'allègue pas d'ailleurs qu'elle soit en situation de se prévaloir de dons ou legs rentrant dans les prévisions de cet article ».

Au contraire le législateur a montré une grande défiance contre les congréganistes, quand les biens réclamés leur ont été donnés ou légués autrement qu'en ligne directe. Il a établi contre eux dans ces deux cas une présomption d'interposition de personnes au profit de la congrégation. C'est que nombreuses étaient les personnes qui voulaient gratifier une congrégation même non autorisée, soit de leur vivant, soit après leur mort. Ne pouvant faire ces libéralités à la congrégation elle-même, à cause de son inexistence, le donateur ou le testateur essayait de tourner la loi au moyen d'un prête-nom ; la difficulté de faire la preuve de la fraude, les ennuis d'un procès pouvaient empêcher les intéressés d'attaquer l'acte entaché de fraude.

En vertu de la présomption édictée par la loi le congréganiste qui revendique un don ou un legs qu'il aurait reçu autrement qu'en ligne directe, devra, en plus de la preuve ordinaire, établir qu'il n'a pas été personne interposée au profit de sa communauté. Ici la rétroactivité de la présomption est imposée par le texte même de la loi. Quelques tribunaux ont voulu refuser cet effet rétroactif aussi bien à l'article 18 qu'à l'article 17, en vertu de l'article 2 du Code civil, mais ici le texte de la loi est formel et la Cour de cassation s'est prononcée

plusieurs fois et d'une façon absolue pour la rétroactivité du paragraphe 6 de l'article 18 (1):

Dans une thèse où il combat la rétroactivité de l'article 17, mais où il admet la rétroactivité du paragraphe 6 de l'article 18, M. Tourey-Piallat fait remarquer que ce système n'aurait rien d'illogique : « Donc, dit-il, si en droit, les actes onéreux n'étaient pas plus valables que les autres, en fait, c'était principalement à ceux-ci qu'on s'attaquait. Une différence existait entre les uns et les autres. Cette différence s'est fortifiée dans la loi de 1901. Là où n'existait qu'une inégalité de fait, le législateur a établi une distinction de droit. Il a si vivement senti le besoin de mettre obstacle aux acquisitions à titre gratuit, qu'il a institué pour elles un régime spécial : il a décidé que même opérées avant juillet 1901, elles ne seraient pas soustraites aux présomptions légales d'interposition de personnes (2) ».

On peut remarquer qu'en fait cette disposition lèse fort peu les intérêts des congréganistes. Car, si au cours de nos recherches nous n'avons pas trouvé de jugement reconnaissant la sincérité de dons ou legs faits autrement qu'en ligne directe, on peut

1. Cass., 8 février 1904, Dalloz, 1904. I. 117 et Cass., 23 juin 1904, Dalloz, 1905. I. 10.

2. Tourey-Piallat : de la rétroactivité de la loi du 1^{er} juillet 1901.

dire que dans tous les cas où la revendication portait sur des dons ou des legs faits par des personnes autres que des ascendants, l'interposition était évidente. Quelquefois le congréganiste avait été gratifié par une personne qui lui était absolument étrangère, tout à fait inconnue même. Le plus souvent l'interposition était plus flagrante encore : le don ou le legs était fait de congréganiste à congréganiste, soit que l'auteur de la libéralité ait été véritable propriétaire de la chose donnée ou léguée et qu'il désirât après lui, faire bénéficier la congrégation, soit que prête-nom lui-même, il ait voulu assurer à la communauté dont il faisait partie, en les faisant passer sur la tête d'un autre prête-nom, la jouissance des biens qui ne lui appartenaient que fictivement.

Nous aurons à examiner une question très controversée dans la jurisprudence : celle de savoir si un congréganiste est recevable à revendiquer les biens qu'il a acquis à titre onéreux, après son entrée dans la congrégation.

On peut classer en trois catégories les décisions rendues sur ce point :

1° Certains tribunaux donnent à l'énumération de l'article 18 un caractère limitatif et rejettent d'une façon absolue cette revendication. Le tribunal de la

Seine a rendu dans ce sens une série de jugements dont voici le type :

« Attendu qu'aux termes du même article 18, les seuls biens détenus par la congrégation qui puissent être distraits de la masse à liquider et repris ou revendiqués par les membres de la congrégation dissoute, sont ceux qui leur appartenaient avant leur entrée dans la congrégation ou qui leur sont échus depuis par succession, donation ou legs ;

.

Attendu qu'il suit de là : que les membres de la congrégation dissoute ne sont pas recevables à revendiquer les biens qu'ils ont acquis à titre onéreux depuis leur entrée dans la congrégation ; qu'il est facile d'ailleurs de s'expliquer cette disposition de la loi, puisque leur état de congréganiste les rendait habituellement incapables d'acquérir quoi que ce soit pour eux-mêmes à titre onéreux » (1).

Ce système a le tort très grave d'établir, malgré le silence du texte, une présomption légale irréfutable, d'après laquelle le congréganiste est réputé personne interposée au profit de la communauté, lorsqu'il a acquis un bien à titre onéreux ;

2° Le deuxième système admet la revendication des biens que le congréganiste a acquis à titre oné-

1. Tribunal civil de la Seine, 21 avril 1904 (Oblats de Marie Immaculée).

reux depuis son entrée dans la congrégation, mais il donne un effet rétroactif à l'article 17, de sorte que le demandeur ne triomphera qu'à la condition de détruire la présomption d'interposition de personne établie par cet article.

Dans un arrêt du 15 juillet 1903 (1), la Cour de Besançon déclare les bénédictins de Delle recevables à revendiquer les immeubles qu'ils ont acquis à titre onéreux depuis leur entrée dans la congrégation, mais elle rejette leur demande comme mal fondée, parce qu'ils n'ont pas fait la preuve qu'ils n'étaient pas personnes interposées au profit de la congrégation.

Un jugement du tribunal de Nancy (2) rendu dans ce sens, constate que le congréganiste peut acquérir et posséder pour son propre compte et qu'il n'est pas toujours prête-nom de la congrégation :

« Attendu qu'aux termes de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901, les membres d'une congrégation dissoute peuvent revendiquer les biens et valeurs qui leur auraient appartenu, avant leur entrée dans la congrégation, ou qui leur seraient échus depuis, par succession *ab intestat* ou par donation ou legs en ligne directe ;

Attendu qu'au moment desdites acquisitions, P...

1. Dalloz, 1904. 2. pp. 67 et 68.

2. Nancy, 2 mai 1904. Ménage, t. III, p. 299.

et J... étaient tous deux membres de la congrégation des Frères de la doctrine chrétienne, et que, dès lors aux termes des articles 17 et 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901, il étaient légalement présumés avoir acquis pour le compte de la congrégation ;

Mais attendu qu'aux termes de l'article 8 des statuts de la congrégation dissoute, chaque frère conservait la propriété de son patrimoine ;

Qu'il est justifié d'autre part, par les demandeurs, qu'ils ont payé les acquisitions ci-dessus mentionnées, de leurs deniers personnels, c'est-à-dire à l'aide des capitaux qui leur étaient advenus dans la succession de leurs parents ;

Qu'il y a lieu dès lors, de faire droit à leur demande ».

Nous avons déjà dit que nous ne croyions pas que l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901 eût un effet rétroactif et par conséquent, dut trouver son application dans cette matière, aussi nous ne discuterons pas ici cette façon d'interpréter la loi.

3^o Le troisième système consiste à appliquer en cette matière le droit commun, et c'est celui qui nous paraît s'appuyer sur les arguments les plus sérieux.

Nous pouvons citer dans ce sens, un jugement du tribunal de Nîmes du 12 février 1903 (1) qui exprime

1. Ménage, t. I, p. 329.

les motifs pour lesquels nous rejetons le système de l'irrecevabilité de la revendication des biens acquis à titre onéreux par un congréganiste après son entrée dans la congrégation :

« Attendu :

Que le texte est muet sur l'action en revendication dévolue au membre de la congrégation suivant les termes du droit commun, dans le cas où il se prévaudrait d'un acte à titre onéreux translatif, à son profit, de la propriété des biens en litige ;

Qu'il ne repousse, en tous cas, cette action par aucune formule prohibitive ; qu'on doit donc, par application même du droit commun plus haut visé, admettre en principe l'exercice de la revendication ».

Le tribunal de Grenoble reprend et développe ces arguments le 9 juin 1903 (1) :

« Attendu qu'on ne saurait faire résulter du silence seul de la loi une prohibition aussi grave ; que si le législateur a statué expressément sur le sort des biens acquis à titre gratuit, et réglementé le sort de ces biens, il faut reconnaître que les transmissions de biens à titre gratuit, à des congrégations, ont toujours été le moyen naturel et ordinaire pour augmenter le patrimoine de la con-

1. Ménage, t. II, p. 88.

grégation ; que c'est ce genre de transmission de biens qui, aux yeux du législateur, pouvait présenter le plus de danger, soit au point de vue de l'accroissement de la richesse des congrégations, soit au point de vue du développement de leur influence ; que d'une façon générale l'on peut dire que la donation faite par un tiers à un congréganiste, est faite à la congrégation elle-même ; que dès lors, l'on comprend très bien qu'en raison précisément de l'interposition de personnes qui se rencontre presque toujours dans les acquisitions à titre gratuit, des dispositions spéciales aient été édictées par le législateur, tandis que les dispositions à titre onéreux, moins fréquentes et moins dangereuses par cela même que l'interposition de personne s'y rencontre plus rarement, aient été passées sous silence et abandonnées, en quelque sorte, à l'appréciation des tribunaux ;

Attendu que déclarer irrecevable la revendication des biens acquis à titre onéreux, ce serait reconnaître d'une façon absolue et tout à fait exceptionnelle, la rétroactivité au point de vue de l'application de la loi de 1901 ;

.

Attendu qu'une pareille interprétation de l'article 18 bouleverserait tout l'état de choses antérieur entraînant des conséquences si exorbitantes qu'à

moins d'un texte précis, on ne peut les admettre ».

D'après ces deux tribunaux, l'interposition de personne est une question de fait, aussi le jugement du tribunal de Nîmes dont nous avons rapporté plus haut un fragment, tout en déclarant l'action recevable déboute la demanderesse dont l'interposition au profit de la congrégation dont elle faisait partie, résultait des circonstances de la cause.

Nous citerons encore pour la curiosité du fait, un jugement du tribunal de Montélimar du 4 mars 1903 (1), qui reconnaît la validité d'une acquisition à titre onéreux, faite par trois congréganistes, avec stipulation de pacte aléatoire réservant à la dernière survivante l'entière et exclusive propriété de l'acquisition, alors que cette sorte de contrat était presque toujours employée pour remédier à l'incapacité de la congrégation.

On peut ajouter à l'appui de ce système que la loi n'exige pas que les biens appartenant au congréganiste avant son entrée dans la congrégation ou ceux qui lui sont échus depuis soit par succession *ab intestat*, soit par donation ou legs existent encore en nature dans la masse à liquider pour que le congréganiste puisse intenter l'action que lui reconnaît

1. Ménage, t. I, p. 415.

l'article 18 (1), et qu'il serait bien surprenant que la loi n'autorisât pas la revendication d'un immeuble acquis par un congréganiste comme placement d'une somme d'argent dont l'origine rentrerait dans l'un des cas prévus par l'article 18.

Nous croyons que c'est ce motif qui a inspiré la Cour de Nîmes (2) lorsqu'elle dit : « Attendu en ce qui concerne ces deux immeubles, que M... ayant justifié que bien qu'ils aient été acquis postérieurement à son entrée dans la congrégation, ils ont été payés, soit avec des deniers personnels à lui donnés en 1890 par sa mère, soit avec le prix de vente de valeurs lui provenant de la succession de celle-ci, est en droit de se réclamer des dispositions de l'article 18 § 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901 ».

Lorsque le titre invoqué par le congréganiste sera contesté par le liquidateur, le demandeur ne pourra pas, en général, se prévaloir d'une prescription accomplie à son profit, car dans beaucoup de cas il manquera à sa possession l'un des deux éléments nécessaires pour que la possession prolongée puisse faire acquérir la propriété : l'intention d'agir en véritable propriétaire.

1. Cette question est controversée, mais nous allons bientôt établir ce que nous ne faisons qu'affirmer ici. V. *infra*, p. 44.

2. Cour de Nîmes, 6 mars 1905, *Gazette des Tribunaux* du 2 avril 1905.

Pour que l'action que donne l'article 18 aux congréganistes soit possible, faut-il que les biens existent encore en nature au moment où la congrégation est dissoute ?

L'affirmative a été soutenue par les liquidateurs ; c'est l'opinion émise par MM. Delasalle, Brunet et Duez dans leur ouvrage intitulé : *Les congrégations non autorisées et leurs liquidateurs devant la loi de 1901*. A l'appui de leur opinion ces auteurs disent que les biens formant la masse à liquider ne sont reliés par « aucun lien patrimonial qui les appelle à se compléter les uns aux autres ».

Nous ne discuterons pas ici cet argument, car cette opinion se trouve en désaccord avec le texte même de la loi et avec l'intention de ceux qui l'ont faite.

En effet, dans son paragraphe 9, l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901, dit : « Toute action en reprise ou en revendication ». Or l'action en revendication porte sur un corps certain qu'on retrouve en nature ; l'action en reprise prévoit la restitution de sommes d'argent soit qu'elles aient été versées directement, soit qu'elles représentent des corps certains aliénés et transformés en deniers. On pourrait objecter que la loi n'avait prévu ici que les reprises des sommes d'argent versées par les congréganistes dans la caisse de la congrégation, car presque toujours la revendication de ces sommes d'argent aurait été

impossible. Reportons-nous donc aux travaux préparatoires.

Le 27 mars 1901, à la Chambre des députés, M. Beauregard avait posé la question suivante(1) : Les biens dont vous permettez la revendication devront-ils se retrouver en nature ? « Je ne veux pas le croire, ajoutait-il, car il est bien évident qu'un congréganiste n'apporte pas un hôpital ou une chapelle ; il apportera le plus souvent des valeurs ou une somme d'argent. Cette somme d'argent, vous ne la retrouverez jamais en nature, elle s'est généralement immobilisée d'une façon ou d'une autre, elle est entrée dans le courant de la vie de l'association et par conséquent, ce qu'il faudra nous dire, c'est que l'on pourra revendiquer non pas les valeurs appartenant au congréganiste... mais une valeur équivalente ».

Voici la réponse du rapporteur : « C'est la valeur de l'objet et non l'objet lui-même que pourra reprendre le membre de la congrégation qui en aura fait l'apport. Personne n'a pu sérieusement penser que nous entendions n'autoriser la reprise de cet apport que si la valeur mobilière ou l'immeuble qui le constituait, se trouvait en nature dans la liquidation ».

1. *Journ. off.* du 28 Mars 1901, p. 971-975 et 980-981.

La jurisprudence s'est aussi prononcée dans ce sens :

« Attendu qu'aucune disposition de la loi précitée ne subordonne cette restitution à la condition que les biens et valeurs se retrouvent en nature dans la masse des biens à liquider, et qu'en conséquence, les actions en reprise ou en revendication des membres de la congrégation dissoute doivent être accueillies sous ces deux seules conditions, que les anciens congréganistes établissent avoir possédé, avant leur entrée dans la congrégation, ou avoir reçu depuis lors par donation ou legs en ligne directe, ou par succession *ab intestat*, et avoir apporté à la congrégation les biens et valeurs dont ils poursuivent la restitution » (1).

Le tribunal de La Flèche, le 7 février 1905 (2), était un peu plus explicite : « Attendu que des termes de l'article 18 invoqué par le demandeur, et des explications catégoriques présentées à la Chambre par le rapporteur de la loi du 1^{er} juillet 1901, il résulte très nettement que là où la restitution des biens en nature n'est pas possible, le congréganiste reprend dans l'actif de la liquidation, quelle que

1. Tribunal de la Seine, audience du 24 mai 1905. *Gazette des Tribunaux*, recueil 1905, 1^{er} sem., 2. 242.

2. *Gazette des Tribunaux* du 10 mars 1905.

soit la consistance ou la composition de cet actif, une valeur équivalente.

Pour que le congréganiste puisse reprendre ou revendiquer quelque chose il faut qu'il fasse la preuve de son apport. Pour les immeubles et même pour les meubles corporels cette preuve sera généralement faite par cela même que l'immeuble ou le meuble revendiqué sera compris dans la masse à liquider ; mais si l'apport du congréganiste s'était composé d'un immeuble et qu'il ait vendu cet immeuble, ou si son apport consistait en valeurs ou en une somme d'argent comment prouvera-t-il qu'il a versé la somme revendiquée dans la caisse de la communauté au lieu de la conserver par devers lui pour son propre usage ? Sur ce point la jurisprudence témoigne de beaucoup d'hésitations. Nous allons étudier successivement les différents systèmes en présence.

Pour les partisans de la rétroactivité de l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901, une conséquence logique de leur système s'impose. Puisque le congréganiste est présumé agir, recevoir, acheter non en son nom personnel mais pour le compte de la congrégation, il n'aura aucune preuve à faire, il n'aura qu'à invoquer la présomption même de la loi et ce sera au liquidateur à prouver que le legs, le don ou la chose reçue *ab intestat* ne sont pas tombés

entre les mains de la congrégation : « Le congréganiste étant incapable, au point de vue religieux, de détenir et d'administrer aucun bien, et les biens lui appartenant étant présumés, sauf la preuve contraire qui n'a pas été faite, tomber dans la caisse de la congrégation (1).

Dans ce cas particulier, c'est le système le plus favorable au congréganiste, mais nous repoussons absolument l'application de l'article 17 aux actes antérieurs de la loi de 1901. Restent alors deux systèmes possibles :

1° Si l'on admet l'existence d'une société de fait entre que les congréganistes, et que le liquidateur soit le continuateur de cette société, les billets signés du supérieur, mandataire des associés, bien que n'ayant pas date certaine, les registres et papiers de la congrégation feront foi contre elle, par conséquent contre le liquidateur son représentant ;

2° Repoussons la théorie de la société de fait, alors le liquidateur est un tiers vis-à-vis du congréganiste, en sa qualité de représentant de l'Etat, comme le prétend le tribunal de Sens dans un jugement en date du 26 février 1904 (2) : « Attendu que de ce qui précède, ressort que la demoiselle B... ne

1. Tribunal de la Flèche, 7 février 1905. *Gazette des Tribunaux* du 10 mars 1905.

2. *Ménage*, t. III, p. 200.

peut opposer au liquidateur que la preuve qu'elle pourrait opposer à l'Etat ;

Que les reçus qu'elle produit n'ont pas acquis date certaine antérieure au 2 juillet 1901, qu'il ne peut y être remédié par aucun moyen, qu'en conséquence, ils ne forment pas preuve de la légitimité de sa prétention à l'encontre du défendeur ».

Avec ce système, tous les congréganistes qui auraient à exercer une action en reprise aux termes de l'article 18, échoueraient devant cette preuve qui leur incombe. Approfondissons un peu les arguments fournis par les tribunaux et nous verrons quel parti on peut en tirer.

Dans un jugement du 1^{er} juin 1904 (1) le tribunal de Lodève motive ainsi sa décision :

« Attendu qu'à l'appui de sa demande, elle produit :

1^o Un acte de quittance passé devant M^e Emile Gros, notaire à la Salvetat, en date du 6 septembre 1896, établissant qu'en effet la somme de 2.500 francs lui a bien été versée par ledit Tailhade en solde du prix de vente sus-indiqué ;

2^o Deux billets de 1.000 francs chacun souscrits le 12 septembre 1896 par la sœur B... en religion sœur Sainte-Marie de Jésus, supérieure, portant que

1. Ménage, t. III, 366.

la soussignée déclare avoir reçu de Mme M... en religion sœur Saint-Benoît la somme de 1.000 francs paiement de sa propriété de Trévos.

Attendu que la demanderesse offre subsidiairement de prouver la remise et l'emploi des fonds, au bénéfice de la congrégation ;

Mais attendu que la congrégation des sœurs Minimales de la doctrine chrétienne de Ceilhes, n'ayant jamais été autorisée, n'a jamais eu d'existence légale ni de capacité civile ; qu'elle ne peut s'être obligée, ou avoir été obligée par personne, pas plus vis-à-vis de ses propres membres entre lesquels n'existait aucun lien de droit que vis-à-vis de tiers ;

Attendu que vainement la demanderesse excipe de l'existence d'une prétendue association de fait entre les membres de la congrégation dissoute ;

.

Attendu par suite, que les billets souscrits par Mme B... qualifiée supérieure, n'engage que cette dernière et nullement la congrégation dissoute ;

Qu'ils ne peuvent même servir de commencement de preuve par écrit à l'effet d'établir par témoins le versement et l'emploi des fonds au bénéfice de la congrégation, aucune convention n'ayant pu se former entre la demanderesse et la prétendue association, et la sœur B... n'ayant, au surplus, aucune qualité pour engager cette dernière ;

Attendu que, dans ces conditions, il est sans intérêt de rechercher si les billets ont ou non date certaine opposable au liquidateur » ;

Ce jugement ne pousse pas ses arguments assez loin ; il est entendu que la congrégation non autorisée, inexistante, n'a pu s'obliger, qu'aucune des religieuses n'aurait pu contracter valablement en son nom ; mais alors comment la congréganiste qui effectuait un versement dans la caisse de son couvent, aurait-elle pu se procurer une preuve littérale de son versement, n'est-ce pas le cas d'appliquer cette disposition de l'article 1348 du Code civil : « Elles reçoivent encore exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui ».

L'article 1348 ne fait aucune restriction au sujet de l'impossibilité, or la congréganiste se trouvait dans l'impossibilité de se procurer une preuve.

Ne pourrait-on pas aller plus loin ? La congrégation non autorisée n'ayant pas d'existence légale, ne jouissant pas du privilège de la personnalité morale, ne pouvait pas être sujet actif ou passif de droit ; cela lui était impossible aussi bien directement que par personne interposée ; il ne pouvait donc pas être question de faire la preuve d'une prétendue obligation de la congrégation, on ne pouvait faire

la preuve que du fait matériel du versement, des dépenses faites par la congrégation.

D'ailleurs, si l'on admet comme le fait le jugement du tribunal de Lodève, que les billets souscrits par la supérieure, n'engagent que cette dernière et nullement la congrégation dissoute ; il sera possible à la congréganiste de prouver l'interposition de la supérieure au profit de la congrégation, par tous les moyens admis par la jurisprudence : par témoins, ou au moyen de présomptions graves, précises et concordantes.

Nous pouvons citer quelques décisions qui paraissent s'être inspirées de ces considérations. Antérieurement à la loi de 1901 nous trouvons en matière de revendication faite par un membre d'une congrégation non autorisée un arrêt de la Cour d'Orléans rendu le 29 février 1856 (1), dans lequel on peut lire :

« Considérant qu'en pareille matière, l'action des parties reposant sur une fraude à la loi, celles-ci, soit pour remplacer la preuve littérale, soit pour la compléter, sont autorisées par l'article 1353 du Code civil, à justifier leurs prétentions, tant par des présomptions graves, précises et concordantes que par témoins ».

1. Rapporté en tête d'un arrêt de la Cour de cassation : Dalloz, 1858, I, 22.

Récemment, le 24 mai 1905, le tribunal civil de la Seine admettant la revendication d'un congréganiste, motivait ainsi son jugement :

« Attendu que C... établit, tant par un certificat signé L..., ancien provincial des dominicains, que par un ensemble de présomptions graves, précises et concordantes, résultant des statuts de la congrégation et des circonstances de la cause, avoir versé dans la caisse de la congrégation ladite somme de 10.000 francs et qu'en conséquence, encore qu'il n'établisse pas que les deniers mêmes reçus et versés par lui ne se retrouvent pas en nature ou soient représentés par un bien déterminé dans la masse à liquider, il est recevable à exercer ultérieurement, sur l'actif net de la liquidation, lorsqu'il sera déterminé, ladite somme de 10.000 francs ».

La loi de 1901 créant un droit d'exception, ses dispositions ne peuvent être étendues, c'est donc avec raison que le tribunal de Grenoble a déclaré recevable la revendication d'un congréganiste bien que celui-ci soit resté attaché à la congrégation dont il faisait partie, à l'étranger (1).

Le droit à la revendication de son apport est un droit que le congréganiste tient du droit de propriété qu'il avait d'après les lois antérieures à celle

1. Grenoble, 24 novembre 1904. Dalloz, 1905. 5. 22.

du 1^{er} juillet 1901, que cette dernière loi a maintenu : ce n'est pas simplement un droit à un secours d'assistance que les tribunaux pourraient refuser, par la raison que ce secours serait inutile au congréganiste vivant à l'étranger dans sa congrégation.

CHAPITRE V

Revendication de la part du donateur ou de ses héritiers ou ayants droit et de la part des héritiers ou ayants droit du testateur.

Nous avons déjà vu que les actes de libéralité constituaient une des principales sources de la fortune des congrégations. Mais la congrégation non autorisée, comme nous l'avons déjà dit, est incapable d'être sujet actif ou passif d'obligations. Les donations et les legs dont les congrégations non autorisées avaient été gratifiées sont donc nuls. De cette nullité découle cette conséquence que le donateur n'a pas perdu la propriété de la chose donnée et qu'il peut la revendiquer, comme peuvent le faire ses héritiers ou ayants droits s'il n'existe plus, comme peuvent le faire aussi les héritiers ou les ayants droit du testateur s'il s'agit d'un legs. La loi de 1901 apporte cependant une restriction à ce droit ; beaucoup de donations ou de legs étaient

faits avec charge : hospitaliser un certain nombre de malades ou de vieillards, subvenir à l'éducation d'un certain nombre d'enfants pauvres, etc... D'après le droit antérieur à la loi du 1^{er} juillet 1901 tous ces malheureux pouvaient être privés de secours par la revendication de l'auteur de la libéralité ou de ses héritiers ou ayants droits et leur entretien serait retombé à la charge de l'Etat. C'est ce que le législateur a voulu empêcher. Aussi, il permet la revendication sans condition des libéralités ordinaires, et soumet la revendication des libéralités faites en vue d'une œuvre d'assistance à la condition que le revendiquant s'engage à poursuivre le but assigné à la libéralité.

Les termes de la loi sont très larges et ne distinguent pas les actes de libéralité faits directement à la congrégation et ceux qui ont été faits indirectement par l'intermédiaire de l'un des membres de la congrégation ; le plus souvent ces actes de libéralité auront été faits à personne interposée.

Si le legs ou la donation avaient pour objet un immeuble , par cela même que cet immeuble est compris dans la masse à liquider, il sera établi que le legs ou la donation ont été faits à la congrégation et non personnellement au congréganiste qui en est le bénéficiaire apparent. Mais si l'objet de l'acte de libéralité était une somme d'argent, on

peut se demander si le revendiquant devra faire la preuve de l'interposition de personne du bénéficiaire apparent ? Nous ne le croyons pas, le paragraphe 6 de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 établissant une présomption d'interposition de personne, avec effet rétroactif contre le bénéficiaire d'un don ou legs fait autrement qu'en ligne directe. Le revendiquant pourra se prévaloir de cette présomption, comme pourrait le faire le liquidateur si c'était le congréganiste gratifié qui agissait.

Ce système a été admis par les partisans de la rétroactivité des présomptions établies par l'article 17 ; la Cour d'Angers s'appuyant sur la rétroactivité de l'article 17 décide : « que, par suite et faute par le liquidateur de rapporter la preuve contraire qui lui incombe, la congrégation des Bénédictins doit être légalement présumée avoir elle-même recueilli la totalité du legs, par cela seul que la délivrance entière en a été faite à la personne interposée » (1).

De même l'expression « biens acquis à titre gratuit » étant très large, elle comprend nécessairement : les legs, les donations proprement dites, les dons manuels, les donations indirectes, les dona-

1. Cour d'Angers, audience du 28 novembre 1904. Ménage, t. IV, p. 190.

tions contenues dans un acte à titre onéreux, et les donations déguisées, que la jurisprudence considère comme valables. Tous les tribunaux appliquent de cette façon le paragraphe 7 de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

« Attendu que le liquidateur soutient, en premier lieu, que le don manuel ne rentre pas dans la catégorie des actes entre vifs ou testamentaires visés par l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901, et ne peut par suite, en l'espèce, faire l'objet d'une revendication ;

Mais attendu que le don manuel constitue un acte de libéralité entre vifs ; qu'il doit donc, à défaut d'une exclusion expresse, formulée par le législateur, rentrer dans la catégorie des actes prévus par l'article invoqué ; que les termes généraux employés par l'article 18 : « les biens et valeurs acquis à titre gratuit... pourront être revendiqués par le donateur », confirme cette interprétation (1). »

Le tribunal de Rodez, le 16 mars 1903, reconnaît le droit conféré par l'article 18 à l'héritier du donateur, bien que la libéralité ait été déguisée sous forme de vente à charge de payer une rente viagère :

1. Tribunal d'Auxerre, audience du 11 mars 1903. Ménage, t. I, p. 418.

« Attendu qu'il résulte suffisamment des documents de la cause, qu'au moment de l'acte, les biens aliénés avaient une valeur bien supérieure à celle qui y est énoncée, et que le montant des rentes viagères stipulées, était inférieur ou à peine équivalent, d'après les baux antérieurs, à leur valeur locative ; que par suite par le paiement des rentes, les acquéreurs ne devaient fournir que le produit des biens ou leur représentation et, lors de l'extinction de ces rentes, devaient être maîtres de ces biens sans avoir rien déboursé ; que le demandeur est donc fondé à soutenir que ledit acte a été fait à titre gratuit et constitue une donation » (1).

Pour que l'action conférée par le paragraphe 7 de l'article 18 soit possible, il n'est pas nécessaire que les biens donnés ou légués existent en nature dans la masse à liquider. En effet, si la congrégation a aliéné le bien reçu en don ou en legs, le donateur ou ses héritiers ou ayants droit et les héritiers ou ayants droit du testateur pourront invoquer la nullité de l'acte ainsi accompli, tant que l'acquéreur n'aura pas acquis la propriété par la prescription.

Ce qui peut être revendiqué ce sont les « biens et valeurs » donnés. Contrairement à cela, un juge-

1. Ménage, t. I, p. 434. Dans ce sens : Le Puy, 9 juin 1904. Ménage, t. III, p. 434, et tribunal de la Seine, 3 août 1904. Ménage, t. IV, p. 114.

ment du tribunal du Puy (1) refuse à un donateur une condamnation au remboursement de la totalité des sommes qu'il a déboursées. Pour rendre cette décision manifestement contraire au texte même de la loi du 1^{er} juillet 1901, le tribunal du Puy invoquait la jurisprudence antérieure : « Qu'ainsi il a été décidé que lorsqu'un apport a été employé à la connaissance certaine ou simplement présumée de celui qui l'a fait, à des dépenses sans utilité pour la congrégation, toute action doit être refusée, si ce n'est dans les limites du profit (Paris, 8 mars 1858. Dalloz, 58. 2. 49) que dans notre espèce, l'abbé L... non seulement a su et connu l'emploi qui devait être fait des sommes affectées spécialement à la maison d'école, mais a lui-même surveillé et dirigé cet emploi ; que dans l'espèce, l'autoriser à reprendre toute la dépense, serait lui permettre de s'enrichir aux dépens d'autrui ; qu'il y a donc lieu de n'autoriser la répétition des sommes dépensées que jusqu'à concurrence de la plus-value procurée à l'immeuble des frères ».

Pas plus que le texte de la loi, l'arrêt de la Cour de Paris ne pouvait justifier ce jugement arbitraire. Dans l'espèce sur laquelle s'était prononcée la Cour de Paris, il s'agissait d'une congréganiste revendi-

1. 18 mars 1905. Journal *Le Droit*, 24 septembre 1905.

quant son apport, ici il s'agit d'un donateur tout à fait étranger à la congrégation. La Cour de Paris en réduisant les prétentions de la demanderesse faisait remarquer en effet qu'elle avait su et connu la façon dont avait été employé son argent, mais aussi qu'elle avait profité en partie des dépenses faites par la congrégation ; le donateur revendiquant n'était pas non plus dans ce cas.

Si le donateur peut revendiquer le bien qu'il a donné, c'est que par suite de la nullité de sa libéralité il est resté propriétaire et cela en vertu du droit antérieur à la loi de 1901. Cette loi ne lui donne aucun droit nouveau, bien au contraire, puisque d'après l'ancien droit celui qui avait gratifié une congrégation en même temps qu'il lui imposait comme charge, d'hospitaliser des malades ou des vieillards, aurait pu en invoquant la nullité de la donation reprendre son don libre de toute charge et que maintenant il ne pourra le faire que s'il s'engage à remplir l'œuvre d'assistance en vue de laquelle la donation avait été faite. Aussi ceux qui ont demandé antérieurement à la loi de 1901, la nullité d'un acte de libéralité déguisée, et qui ont échoué dans leur demande, ne pourront se prévaloir des dispositions de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 pour former une nouvelle demande ayant le même objet que

la précédente, sans se voir opposer l'exception de la chose jugée (1).

Le paragraphe 7 de l'article 18 qui règle le sort des biens acquis à titre gratuit par la congrégation se termine par cette phrase : « sans qu'il puisse leur (aux demandeurs) être opposé aucune prescription pour le temps écoulé avant le jugement prononçant la liquidation, ». Cette disposition fut ajoutée au projet de loi lorsqu'il revint pour la deuxième fois à la Chambre des députés, après avoir été modifié par le Sénat, sans qu'on puisse savoir si le législateur a voulu par là condamner la jurisprudence établie en cette matière par l'arrêt de la Cour de cassation du 5 mai 1879 (2). Ou, si au contraire, il a eu l'intention d'établir en faveur du donateur ou de ses héritiers ou ayants droits et des héritiers ou ayants droit du testateur, une exception à l'article 2262 du Code civil.

Lorsque la revendication portera sur des biens acquis à titre gratuit par la congrégation, le demandeur devra tenir compte à la liquidation des améliorations faites sur son fond. Cependant une difficulté peut se présenter lorsque l'auteur de la libéralité a stipulé qu'au cas de résolution de cette libéralité le

1. Cour de Toulouse, 10 décembre 1903. *Ménage*, t. IV, p. 34.

2. *Dalloz*, 80. 1. 145.

bien donné lui ferait retour sans qu'il dut indemniser le bénéficiaire pour les améliorations que celui-ci aurait faites sur le bien donné. Le tribunal du Puy (1) qui a eu à trancher cette question, décide :

« Attendu que la donation étant inexistante ne peut servir, par ses stipulations, à régler la situation des parties quant au sort des constructions et améliorations dont l'immeuble donné a été l'objet ;

Que pour définir les droits des parties relativement à ce point, il faut se référer à d'autres raisons et à d'autres principes de droit ;

Qu'il y a lieu de se placer sur les terrains des articles 550 et 555. »

1. Le Puy, 23 juin 1904. *Ménage*, t. IV, p. 11.

CHAPITRE VI

Revendication faite par le tiers ou la société civile propriétaire de l'immeuble occupé par la congrégation.

Que le propriétaire de l'immeuble soit une personne physique ou une société civile régulièrement constituée la solution doit être la même : puisque le propriétaire produit des titres réguliers, le tribunal doit reconnaître son droit de propriété et si le liquidateur conteste les titres produits, ou invoque une fraude c'est à lui de le prouver (1).

Cependant, beaucoup de tribunaux admettant la rétroactivité de l'article 17 sont amenés par cela même à faire une distinction entre la société civile demanderesse et la personne physique qui elle aussi se prétend propriétaire. En effet, tandis que l'article

1. Tribunal de Nîmes, 13 mai 1904. *Ménage*, t. III, p. 330 ; tribunal de Muret, 21 mai 1904. *Ménage*, t. III, p. 349.

17 de la loi de 1901 déclare présumée l'interposition de personne de la société civile propriétaire de l'immeuble occupé par la congrégation sans ajouter aucune condition à cette présomption, le même article décide que le propriétaire de tout immeuble occupé par la congrégation ne tombera sous le coup de la présomption que lorsque la congrégation aura été déclarée illicite.

Nous trouvons cette distinction dans un jugement du tribunal de Marseille (1).

« Attendu que la troisième présomption édictée par l'article 17, qui vise le propriétaire de tout immeuble occupé par la congrégation après qu'elle aura été déclarée illicite, ne lui est pas davantage applicable ; qu'en effet, G..., qui par acte sous seings privés du 15 avril 1893, aurait donné à bail l'immeuble dont s'agit à l'abbé C..., membre de la congrégation du Sacré-Cœur de Jésus-Enfant, a résilié ce bail à la date du 15 septembre 1901, c'est-à-dire avant l'expiration du délai accordé à la congrégation pour se pourvoir en autorisation ; que ce n'est que le 3 octobre suivant, date de l'expiration du délai que la congrégation du Sacré-Cœur de Jésus-Enfant, faute de s'être pourvue en autorisation, a été réputée dissoute et, par suite, déclarée illicite ; qu'à

1. Marseille, 23 mars 1904. *Ménage*, t. III, p. 238.

cette époque la congrégation n'occupait plus l'immeuble revendiqué et que, par suite G..., ne peut être légalement présumé personne interposée. »

CHAPITRE VII

Revendication du vendeur

Nous trouvons peu d'exemples d'actions en revendication venant du précédent propriétaire vendeur de l'immeuble détenu par la congrégation. Mais sur ce point encore les tribunaux se sont prononcés dans deux sens très différents.

D'après une première opinion la revendication serait irrecevable. Le tribunal de la Seine qui a tranché deux fois cette question, a donné aux deux fois des motifs différents de sa décision.

Dans un premier jugement (1) les motifs invoqués sont peu précis :

« Attendu que lesdits articles 17 et 18 de la loi du 17 juillet 1901 n'ont visé que les actes antérieurs à leur promulgation que dans la mesure nécessaire

1. Seine, 10 août 1904. *Gazette des Tribunaux* du 19 octobre 1904.

pour permettre aux pouvoirs publics d'atteindre le but ci-dessus défini et qu'ils n'ont aucunement modifié pour le passé, en ce qui concerne lesdits biens les règles générales de droit commun qui leur étaient et leur demeurent applicables ;

.
Attendu qu'il n'appartient pas aux demandeurs de rechercher aujourd'hui si dans les contrats ci-dessus visés, les acquéreurs avec lesquels ils ont contracté librement, et sans fraude alléguée à la charge desdits acquéreurs, agissaient ou non pour eux-mêmes ; que ceux-ci étaient maîtres au regard de tout autre que les pouvoirs, de faire de leur capacité tel usage qu'ils jugeraient bon et même, s'ils croyaient devoir le faire, de la mettre au service d'associations autorisées ou non, sous la seule condition que les pouvoirs publics ne critiquent point et tolèrent cet usage de leur capacité. »

Ce jugement a le tort de méconnaître le principe de la nullité des actes à titre gratuit ou onéreux faits par une congrégation dépourvue de personnalité morale. Et cette nullité frappe les actes passés par les congréganistes eux-mêmes lorsqu'il est prouvé qu'ils n'ont été que les prête-noms de la congrégation (1).

1. Arrêt de la Chambre des Requêtes du 15 décembre 1856. Dalloz, 57. 1. 97.

Aussi dans un jugement postérieur (1), ce tribunal cherche d'autres motifs pour appuyer sa décision. Il en trouve deux.

1° Le législateur a soumis à la liquidation tous les biens détenus par les congrégations non autorisées, sans en excepter d'autres que ceux dont il admet la restitution dans un but d'équité, à ceux qui les avaient donnés, ou aux congréganistes qui justifiaient les avoir apportées à la congrégation ;

2° Donner au vendeur l'action en reprise ou en revendication réservée au donateur ou au congréganiste apporteur, ce serait favoriser des spéculations ne méritant pas la protection de l'Etat.

Evidemment le législateur ne pouvant savoir *a priori* quels étaient les biens appartenant aux congrégations, a soumis tous les biens détenus à la liquidation ; mais il n'a pas entendu par là trancher la question de propriété (2) ; s'il y a lieu à liquidation, c'est justement pour que ceux qui ont des droits à faire valoir sur la masse à liquider, puissent établir leurs droits.

La loi de 1901 n'établit pas un droit nouveau pour les actes antérieurs à sa promulgation, c'est le

1. Tribunal civil de la Seine, 24 mai 1905. *Gazette des Tribunaux*, 19 et 20 juin 1905.

2. Tribunal de Bagnères-de-Bigorre, 28 janvier 1904. *Ménage*, t. III, p. 14.

droit commun antérieur à cette loi qui doit s'appliquer sauf application des dérogations que l'article 18 apporte à ce droit commun. En vertu du droit antérieur à la loi du 1^{er} juillet 1901, la vente consentie à la congrégation ou à son prête-nom étant nulle, le vendeur est resté propriétaire et on ne peut lui reprocher la spéculation qu'il fait en invoquant cette nullité.

Un liquidateur ayant demandé la nullité de la vente consentie à plusieurs congréganistes, le tribunal, puis la Cour de Limoges (1) prononcent la nullité de cette vente :

« Attendu qu'il a toujours été de principe, antérieurement à la loi de 1901 que les congrégations religieuses non autorisées n'avaient pas d'existence légale et ne pouvaient par suite avoir aucune personnalité juridique ; qu'elles étaient donc incapables d'acquérir aussi bien à titre gratuit, qu'à titre onéreux ; que si les membres qui en faisaient partie n'étaient frappés d'aucune incapacité civile et pouvaient incontestablement consentir tous les contrats permis par notre législation, il appartenait cependant aux tribunaux de rechercher, sans s'arrêter aux apparences, quel était le véritable bénéficiaire

1. Limoges, 24 décembre 1903 et 18 mai 1904. Ménage, t. IV, p. 147.

de la convention, et d'en prononcer la nullité, comme faisant fraude à loi, lorsqu'il était établi qu'elle était, en réalité, intervenue dans l'intérêt exclusif de la collectivité de personnes formant l'association religieuse ;

.
Attendu qu'on ne saurait reconnaître, par cela seul qu'elle aurait été faite indirectement, la validité d'une convention qui n'eût pu être formée directement ; que sans qu'il soit même nécessaire d'examiner si la loi de 1901 doit avoir un effet rétroactif et si la présomption d'interposition de personne qu'elle édicte doit être appliquée au litige, il appert manifestement des diverses circonstances qui viennent d'être relevées que, comme l'allègue le liquidateur, la vente du 5 avril 1884 a été réalisée pour le compte de la congrégation ; que, comme telle, elle est entachée d'une nullité radicale, touchant l'ordre public et qui peut être invoquée par toute personne intéressée » ;

De même le tribunal de Versailles (1) admet la revendication du vendeur : « Attendu, dit-il, que le texte de l'article 18 régit la liquidation des biens détenus par la congrégation, mais qu'on ne peut

1. Versailles, 29 mars 1905. Journal *Le Droit*, du 16 août 1905.

dire qu'il a supprimé tout le droit commun existant avant la loi et, notamment, le droit de revendication du vendeur, lequel est du reste reconnu par l'article 17 de la loi de 1901 elle-même ; que les déclarations du président du Conseil, M. Waldeck-Rousseau et les commentaires de la loi faits par M. Trouillot, rapporteur de ladite loi, ne laissent aucun doute à cet égard ».

Au cours des débats parlementaires qui ont porté sur la loi du 1^{er} juillet 1901, personne ne pensa à la revendication que pourrait faire le vendeur d'un immeuble, on ne trouve aucune allusion à ce cas de revendication. Mais en vertu de la nullité de la vente le véritable propriétaire est celui qui a cru aliéner au profit de la congrégation ; cela, il faut l'admettre puisque dans toutes les discussions qui ont précédé le vote de la loi, M. Waldeck-Rousseau, auteur du projet de loi, M. Vallée, rapporteur de la loi au Sénat ont toujours affirmé que le donateur était resté propriétaire de sa chose ; que les héritiers du testateur étaient les véritables propriétaires de la chose léguée, puisque les actes de disposition étaient nuls en raison du défaut de personnalité morale de la congrégation. Il y a identité de motif lorsqu'il s'agit du vendeur et celui-ci aura la faculté de revendiquer la chose vendue, en offrant de restituer le prix bien entendu, à moins que le texte de

la loi ne lui enlève ce droit. Or, pas plus dans le texte de la loi que dans les travaux préparatoires on ne trouve de dispositions à l'égard du vendeur. On doit donc lui appliquer le droit commun antérieur à la loi de 1901.

Dans les procès relatifs à la revendication d'un immeuble par le vendeur de cet immeuble, il arrive très souvent que le propriétaire s'est dessaisi de son immeuble au profit de la congrégation depuis fort longtemps, va-t-on pouvoir faire droit à sa demande bien que le laps de temps écoulé depuis son dessaisissement soit supérieur à trente ans, va-t-on au contraire rejeter sa demande par application de l'article 2262 du Code civil. La jurisprudence sur ce point se divise entre les deux systèmes. Nous trouvons l'application de l'article 2262 du Code civil dans un jugement du tribunal de Rodez (1) : « La congrégation ne pouvant être évincée par le propriétaire primitif que s'il agit en justice et au plus tard dans les trente ans de sa dépossession, une plus longue inaction faisant présumer, aux termes de l'article 2262 du Code civil l'abandon du droit ».

Au contraire, dans son jugement du 29 mars 1905 (2), le tribunal de Versailles applique en cette

1. Rodez, 16 mars 1903. *Ménage*, t. I; p. 434.

2. Journal *Le Droit*, 16 août 1905.

matière la tradition constante du droit français et déclare que : « l'action en revendication n'est pas susceptible de s'éteindre directement parce qu'elle n'aurait pas été exercée dans un délai déterminé ; qu'elle ne peut s'éteindre indirectement que par la possession contraire réunissant tous les caractères exigés pour l'acquisition de la propriété ; que la congrégation qui détenait l'immeuble étant inexistante n'a pu prescrire et qu'en conséquence, le propriétaire peut toujours revendiquer ».

CHAPITRE VIII

Revendication de la part de l'acheteur d'un bien détenu

Nous trouvons parmi les nombreux procès soulevés par la question de la liquidation des biens détenus par les congrégations dissoutes en vertu de la loi de 1901 un certain nombre de cas de revendication dans lesquels le demandeur appuyait son action sur un acte de vente consenti à son profit par un ou plusieurs congréganistes.

Pour examiner les difficultés soumises à la décision des tribunaux et la façon dont ceux-ci ont tranché ces difficultés, nous allons diviser les espèces en deux catégories, suivant que l'acte de vente invoqué par le demandeur aura ou non acquis date certaine avant la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1901.

I. L'acte de vente a acquis date certaine avant la promulgation de la loi de 1901.

Nous devrions nous retrouver ici en présence des deux systèmes que nous avons rencontrés dans toutes les questions de revendication : rétroactivité de l'article 17, non rétroactivité de cet article. Cependant aucun tribunal n'a annulé une vente faite avant la loi de 1901 par un congréganiste à une personne étrangère à la congrégation en se basant sur la rétroactivité des présomptions établies par l'article 17. Nous trouvons une allusion à cette rétroactivité dans un jugement du tribunal de Montbéliard (1) qui reconnaît la validité d'une vente consentie à M.... en 1881 par deux congréganistes :

« Attendu..... que dès lors les dames H... et V... ont stipulé pour elles seules et ont gardé leur acquisition entièrement à leur compte personnel et à leur charge ; que cette circonstance détruit en ce qui les concerne, la présomption d'interposition de personnes de l'article 17 paragraphe 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901 :

Attendu que la même circonstance explique l'intervention de M... et la revente à lui effectuée par les dames H... et V..., qu'en présence du refus de s'engager opposé par la congrégation, n'ayant pas les ressources nécessaires pour acquitter le prix de leur achat demeuré pour la plus grande partie

1. Montbéliard, 3 juin 1904. Ménage, t. III: p. 395.

impayé, elles ont eu recours à la famille M..., qui avait une résidence à Maiche et qui, riche et puissante, était connue pour ses dispositions bienfaisantes ; qu'afin de leur venir en aide et d'éviter l'expropriation dont elles étaient menacées, M... a consenti à reprendre pour lui leur acquisition ; qu'il s'est mis à leur lieu et place, leur laissant seulement l'usufruit et a payé son prix, ainsi qu'il est établi par les quittances versées au procès, directement aux mains des vendeurs précédents et des créanciers hypothécaires ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que M..., dont la demande a d'ailleurs été introduite dans le délai voulu, a bien acquis légitimement la propriété des immeubles et meubles revendiqués par lui, qu'il apporte à l'encontre de la présomption légale qui lui était opposable, la preuve exigée par la loi du 1^{er} juillet 1901 ; qu'en conséquence lesdits immeubles et meubles doivent être distraits de la masse à liquider et lui être remis par le liquidateur. »

Quelques tribunaux semblent hésiter à annuler une vente consentie avant la loi de 1901 en vertu de la présomption d'interposition de personne édictée par l'article 17 de cette loi. Ainsi le tribunal de Saint-Brieuc (1) après avoir déclaré fictive et nulle

1. Saint-Brieuc, 21 janvier 1903. *Ménage*, t. I, p. 371.

vente consentie à une société civile par la congrégation non autorisée du carmel de Saint-Brieuc ajoute :

« Attendu que toute cette première partie du jugement est motivée d'après le droit commun et en dehors de la présomption légale d'interposition de personne créée par l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901. »

De même on peut lire dans un jugement du tribunal de Montbrison (1) :

« Attendu que de V..., a droit acquis à ce que la force probante de son acte soit appréciée d'après la législation en vigueur, au moment où il a été passé, et il peut repousser en ce qui le concerne, l'application des nouvelles prescriptions légales, si le législateur n'a pas, dans la loi nouvelle, voulu porter atteinte au principe de la non-rétroactivité ; mais il n'a pas, dans tous les cas, pu acquérir le droit à la validité d'un acte entaché, dès son origine, d'une nullité d'ordre public. »

Enfin, nous trouvons quelques jugements qui, par application du droit commun, déclarent nulles et fictives des ventes consenties même vingt ans avant la promulgation de la loi de 1901, sans se préoccuper de la rétroactivité de l'article 17 (2).

1. Montbrison, 13 juin 1903. *Ménage*, t. II, p. 99.

2. Tours, 24 juin 1903. *Ménage*, t. II, p. 125 ; Saint-Etienne, 22 juin 1903. *Ménage*, t. II, p. 114.

II. La vente n'a été consentie, ou n'a acquis date certaine qu'après la promulgation de la loi de 1901.

Le cas ne peut être que tout à fait exceptionnel, car si la vente a été consentie avant la promulgation de la loi, et que l'acquéreur a été sincère, il est fort probable qu'il aura fait les formalités qui la rendront opposable aux tiers dans le plus bref délai.

Aussi le tribunal d'Orange (2) estime-t-il que la négligence de la part de l'acheteur qui n'a fait enregistrer un acte de vente sous seings privés que trois mois après que la vente avait eu lieu, prouve la simulation de l'acte ;

« Attendu, en ce qui concerne l'acte de vente du 28 juin 1901, qu'il y a lieu de remarquer qu'il n'a date certaine que depuis le 25 septembre 1901, où il a été soumis à la formalité de l'enregistrement, c'est-à-dire que trois mois après la promulgation de la loi et qu'il n'a jamais été transcrit ;

Qu'il apparaît, dès lors, qu'il n'a été concerté qu'en prévision d'un refus d'autorisation pour faire échec aux dispositions de la loi promulguée, et soustraire ainsi l'immeuble de Brissac à la liquidation ; que faisant partie du patrimoine de la congrégation non autorisée des missionnaires de Notre-

2. Orange, 9 février 1904. *Ménage*, t. III, p. 169.

Dame-de-Sainte-Garde, cet immeuble ne pouvait, aux termes de la loi du 1^{er} juillet 1901, faire l'objet d'une aliénation valable en dehors de toute ingérence étrangère, de toute nomination de liquidateur et des règles tracées par ladite loi. »

D'autre part, peu de personnes ont dû commettre l'imprudence d'acheter, après la promulgation de la loi de 1901, un immeuble détenu par une congrégation non autorisée. Il est fort probable que si quelques cas de revendication fondée sur une telle acquisition avait été soumis à l'appréciation de tribunaux différents, nous aurions eu à constater de nouvelles divergences dans la façon d'appliquer l'article 17 de la loi de 1901.

En effet, cet article 17, après avoir prononcé la nullité de tous les actes passés par la congrégation établit une présomption d'interposition de personne contre : « les associés à qui ont été consenties des ventes ou faits des dons ou legs, à moins s'il ne s'agit de dons ou legs, que le bénéficiaire ne soit l'héritier en ligne directe du disposant » ;

Comme on le voit, d'après le texte de la loi le congréganiste ne serait présumé personne interposée que lorsqu'une aliénation aurait été faite à son profit et non lorsque ce serait lui qui serait l'aliénateur. Or il est généralement admis que les dispositions exorbitantes du droit commun édictées par une loi,

ne peuvent être appliquées qu'aux cas prévus par cette loi. Certains tribunaux admettraient donc dans ce cas que ce serait au liquidateur à faire la preuve de l'interposition de personne et de la nullité de la vente consentie par un congréganiste ; tandis que d'autres tribunaux appliqueraient à tous les actes passés par le congréganiste la présomption établie par l'article 17.

CHAPITRE IX

La forclusion de 6 mois est-elle générale ?

Le législateur désireux d'opérer la dispersion des biens détenus par les congrégations d'une façon rapide, oblige les revendiquants à agir dans un délai de 6 mois. Passé ce délai, la demande n'est plus recevable. Ce délai part du jour de la publication du jugement nommant le liquidateur ; ce jour, *dies a quo*, ne doit pas être compté ; mais le *dies ad quem* doit être compté puisque le législateur a disposé dans le paragraphe 9 de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901, non pas que le revendiquant avait un délai de 6 mois pour faire sa demande, mais que la demande devait être formée dans un délai de 6 mois (1). Ce point semble n'être pas discuté, par contre, l'avis des tribunaux est partagé sur la ques-

1. Arrêt de la Cour de Lyon du 26 janvier 1905. Dalloz, 1905. 5. 22.

tion de savoir si cette forclusion de 6 mois s'impose à toutes les actions en reprise ou en revendication, quelque soit le titre et la qualité de ceux qui les intentent, ou si au contraire, elle doit être restreinte aux cas prévus par l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 ?

Un arrêt de la Cour de Lyon du 14 mars 1905 (1) décide que la forclusion de l'article 18 est générale, attendu « que d'une part le texte ne fait aucune distinction dans sa formule aussi générale que possible : « toute action en reprise ou en revendication » ; que, d'autre part, le paragraphe 10 du même article prescrit impérativement la vente en justice après l'expiration du délai de 6 mois, de tous les immeubles qui n'auraient pas été revendiqués » (2).

Malgré l'apparente généralité de ces termes, on ne peut appliquer la forclusion de l'article 18 qu'aux cas de revendication visés par ce même article. C'est une règle exorbitante du droit commun qui ne doit pas être étendue en dehors des cas expressément visés par la loi et certainement la loi ne vise pas tous les cas de revendication, puisque nulle part dans les discussions à la Chambre et au Sénat on ne fit allusion à la revendication de la part du vendeur.

1. *Gazette des Tribunaux* du 16 juin 1905.

2. Dans ce sens, v. jugement du tribunal de la Seine du 17 mars 1904. *Journal Le Droit* du 23 mars 1904.

MM. Trouillot et Chaptal dans leur commentaire de la loi sur les associations (p. 144) disent que la forclusion de 6 mois ne s'applique qu'aux cas prévus par l'article 18. Du reste, dans la séance de la Chambre du 28 juin 1901 (1), M. Waldeck-Rousseau s'exprime ainsi :

« Que suit-il de là? Que si le propriétaire désigné dans l'article 18, n'exerce pas son droit de propriété dans le délai de procédure impartie, il est atteint de forclusion ».

Au cours d'un procès plaidé devant le tribunal de Douai le 3 février 1904, M^e Duval-Arnould, avocat des « Fondations catholiques anglaises en France » lit une lettre de M. Chaumié, alors ministre de l'Instruction publique, dans laquelle le ministre autorisait les Fondations catholiques anglaises à revendiquer un immeuble compris dans la liquidation des bénédictins anglais; dans cette lettre il était dit : « D'autre part, la prescription de 6 mois édictée par l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 vise seulement la revendication par les congréganistes des biens et valeurs leur appartenant dans certaines conditions et celle par leurs donateurs, testateurs, ou par les héritiers ou ayants droit de ceux-ci, des biens et

1. *Journal Officiel*, 1^{er} sem., 1901, p. 1660.

valeurs données et léguées, soit à des congréganistes, soit à la congrégation.

Ladite prescription ne saurait en conséquence être valablement opposée au propriétaire d'un immeuble que les bénédictins n'ont jamais occupé qu'à titre de locataires ».

Nous allons citer toujours dans ce sens deux jugements, l'un du tribunal d'Ussel, l'autre du tribunal de Bourg qui partent de ce principe qu'il faut que le propriétaire soit troublé ou que son droit soit né pour qu'il ait à exercer l'action en revendication ; donc si le trouble n'est survenu qu'après l'extinction du délai de six mois ou si le droit du revendiquant n'est né qu'après l'expiration de ce délai, on ne peut lui opposer la forclusion de l'article 18.

1^o Jugement du tribunal d'Ussel du 24 décembre 1904 (1) :

« Attendu au surplus qu'en admettant même que le délai de l'article 18 fut applicable à une action du genre de celle introduite par le demandeur, le liquidateur ne pourrait encore dans l'instance actuelle, être fondé à s'en (de la forclusion) prévaloir ; qu'en effet, c'est seulement le 25 juillet 1904 qu'il a procédé à l'inventaire ou état descriptif des biens en litige ;

1. *Gazette des Tribunaux* du 8 février 1905.

que jusqu'à cette date, le liquidateur ou la congrégation n'avaient manifesté aucune intention de prétendre à la propriété desdits biens ; que même les congréganistes avaient abandonné l'immeuble en laissant les clés au demandeur ; que l'action de S..., si elle eût été intentée dans les six mois de la publication du jugement, eût donc été prématurée et eût couru le risque d'être repoussée par des considérations tirées du défaut d'intérêt du demandeur ; qu'on ne saurait donc lui faire grief d'avoir attendu que la confection de l'inventaire témoignât des prétentions du liquidateur.

Attendu d'ailleurs, que le législateur de 1901 a fixé à six mois le délai pour l'exercice des actions qu'il énumère, dans la pensée que la mainmise du liquidateur sur les biens auxquels la congrégation pouvait prétendre, serait connue des intéressés dans un temps très voisin du jugement ordonnant la liquidation.

Attendu qu'à cet égard, les articles 2 et 3 du décret du 16 août 1901 ne laissent aucun doute sur l'intention du législateur, puisqu'ils ordonnent l'apposition immédiate des scellés et leur levée avec inventaire dans les trois jours suivants : qu'il serait donc manifestement contraire à cette intention de dire que le délai de six mois dont s'agit prendra cours le jour de l'insertion, lorsque les formalités préliminaires

à toute liquidation, formalités qui seules constituent des actes suffisamment agressifs pour avertir les tiers, auront été retardées au delà de six mois ».

2° Jugement du tribunal de Bourg du 15 juillet 1904 (1) :

« Attendu que le liquidateur soutient que ledit intervenant n'ayant pas formé sa revendication dans les six mois de la publication du jugement qui l'a nommé séquestre judiciaire, sa demande est nulle et doit être rejetée.

Mais attendu que l'intervenant n'a pu formuler sa revendication que du jour où la nullité de l'acte du 30 décembre 1864 lui a été connue ou tout au moins mise en cause et où il a pu savoir que la mense était propriétaire apparente et non propriétaire réelle ; que jusqu'à ce moment il a pu croire la mense épiscopale régulièrement et définitivement propriétaire ; que s'il avait voulu intervenir auparavant et revendiquer l'immeuble alors que les droits de la mense n'étaient pas discutés, on eût vainement cherché à quel titre il eût pu le faire ; qu'admettre un pareil système aurait pour conséquence d'obliger tous les anciens propriétaires d'immeubles occupés depuis par des congrégations, à les revendiquer en vue d'une annulation possible des actes translatifs de propriété, ce qui est inadmissible ;

1. Ménage, t. IV, p. 87.

Attendu, au surplus, que les actes faits par le propriétaire apparent dans l'intérêt de la conservation de la chose possédée profitent au propriétaire réel ; que, dans ces conditions, la revendication formée par l'évêque de Belley, propriétaire apparent, profite à l'intervenant propriétaire réel ; que par suite on ne peut lui opposer le défaut de revendication dans le délai de l'article 18 ».

CHAPITRE X

Quel est le tribunal compétent ?

La loi du 1^{er} juillet 1901 avait gardé le silence sur la question de savoir quel tribunal était compétent pour connaître des actions en revendication qui allaient suivre la promulgation de cette loi. Dans le silence de la loi il n'y avait qu'à se reporter aux règles ordinaires de compétence.

Mais en 1903, M. Combes, président du Conseil, sous le prétexte de rendre plus rapide la liquidation des biens des congrégations, fit voter la loi des 17 et 18 juillet 1903.

Cette loi se compose d'un article unique contenant cette disposition :

« Le paragraphe 3 de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, est complété de la manière suivante :

Le tribunal qui a nommé le liquidateur est seul compétent pour connaître en matière civile, de

toute action formée par le liquidateur ou contre lui ».

Cette loi votée comme interprétation de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 devait être applicable dès l'instant de sa promulgation, de sorte que si des instances se trouvaient engagées devant un autre tribunal d'après les règles ordinaires de la procédure civile, les plaideurs perdraient les frais qu'ils avaient faits dans ce commencement d'instance.

VU :

Le Président,
H. BERTHELEMY.

VU :

Le Doyen,
Ch. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Législation antérieure à la loi du 1 ^{er} juillet 1901.	1
CHAPITRE II. — L'article 17 de la loi du 1 ^{er} juillet 1901, a-t-il un effet rétroactif ?	6
CHAPITRE III. — Quels sont les principes à l'aide desquels on peut déterminer à qui appartient la revendiction ?	18
CHAPITRE IV. — Revendication du congréganiste	30
CHAPITRE V. — Revendication de la part du donateur ou de ses héritiers ou ayants droit et de la part des héritiers ou ayants droit du testateur.	55
CHAPITRE VI. — Revendication faite par le tiers ou la société civile propriétaire de l'immeuble occupé par la congrégation	64
CHAPITRE VII. — Revendication du vendeur.	67
CHAPITRE VIII. — Revendication de la part de l'acheteur d'un bien détenu.	75
CHAPITRE IX. — La forclusion de 6 mois est-elle générale ?	82
CHAPITRE X. — Quel est le tribunal compétent ?	89

